

PROMÉTHÉE

Revue Mensuelle

Le Numéro { FRANCE : 3 fr.
ÉTRANGER : 5 fr.

ABONNEMENT

Un an..... 30 francs.

ÉTRANGER 50 francs.



Organe de
défense nationale
des Peuples
du

CAUCASE) Géorgie
Azerbaïdjan
Caucase du Nord

de l'UKRAINE et du TURKESTAN

Directeur : Georges GVAZAWA

SOMMAIRE

<i>Pro domo sua</i>	G. G.
Les trusts pétroliers et les Soviets.....	D ^r Mir YACOB
La reconnaissance de l'indépendance des Républiques du Caucase.....	M. Y.
La famine en Russie.....	M. TCHOULIK
Le triste anniversaire.....	D. BOUG
La structure juridique de l'autorité fédérale dans la Confédération Caucasienne.....	M. M.
Revue de la Presse : <i>Moscou et Ankara. — Les alliés de Moscou. — L'Influence Russe</i>	***

CHRONIQUE

Ukraine. — Caucase du Nord. — Azerbaïdjan. — Géorgie.

Bibliographie.

DIRECTION & ADMINISTRATION :

4, Villa Malakof — PARIS (16^e)

PROMÉTHÉE

Organe de Défense Nationale
des Peuples du Caucase, de l'Ukraine
et du Turkestan

PRO DOMO SUA

Paris, le 1^{er} Novembre 1932.

La Rédaction présente à ses lecteurs le soixante-douzième numéro de la revue *Prométhée* dont le premier a paru à la même date du mois de novembre de 1926. Il y a donc juste six ans que cette petite revue continue à paraître régulièrement. Le chemin parcouru n'est pas long, mais il a été parfois pénible et toujours semé d'embûches. Nous n'avons pas fait de miracles mais nous n'avons pas ménagé notre force mise au service d'un idéal dont on ne saurait méconnaître l'importance dans l'évolution générale du monde.

Il y a six ans que quelques intellectuels, véritables rescapés du désastre qui plongea dans le deuil le Caucase et l'Ukraine, conçurent le projet de faire valoir devant l'opinion publique non seulement les droits de leurs peuples foulés aux pieds par les hordes moscovites, mais aussi la cause profonde du malheur qui s'est abattu sur nos pays et qui est de nature à inspirer de sérieuses inquiétudes pour la paix et la tranquillité du monde.

Cette cause est bien souvent désignée sous le nom d'impérialisme russe; nous croyons être plus près de la vérité en la désignant sous le nom d'esprit russe.

L'esprit russe

En quoi consiste cet esprit ? Bornons-nous à citer la parole d'un homme éminent dont on ne saurait mettre en doute ni le patriotisme ni la sincérité.

« Je pense, dit le « Napoléon rouge », général Toukhatchevski, je pense que le régime constitutionnel eût été la fin de la Russie. Ce qu'il nous faut, c'est un despote. Nous sommes, au fond, des barbares. Imagineriez-vous, en général, le suffrage universel chez nos paysans ? Quelle absurdité ! Le règne de justice n'est pas fait pour nous. Le sentiment de la mesure considéré en Occident comme une vertu, chez nous, en Russie, serait un grand défaut. Ce qu'il nous faut ? Eh bien, voici : une force de géant, la ruse orientale et la respiration barbare d'un Pierre le Grand. Voilà pourquoi le vêtement du despote nous sied mieux. La culture gréco-latine ? Quelle saleté !... L'harmonie et la mesure, voilà ce qu'il faut détruire tout d'abord. »

C'est cet esprit qui a toujours soufflé en rafales, bouleversant de fond en comble nombre de pays civilisés et les pliant sous le joug de la domi-

nation russe. Peut-être dira-t-on que l'opinion d'un homme, fut-il le Napoléon rouge, ne suffit pas encore pour former un jugement définitif sur la mentalité d'un peuple. Mais les faits historiques sont là non moins convaincants.

Démocratie et despotisme

Cet esprit a soufflé non seulement en Russie, mais il a souvent pénétré jusqu'au cœur de l'Occident. L'Europe, à ce sujet, porte sa part de responsabilité. Ayant souvent recours à la Russie, elle a ouvert si souvent le chemin à l'intervention russe pour le « règlement » des affaires européennes ou pour l'« apaisement » des querelles intestines que le prestige de l'empire des tsars grandit démesurément, sans la moindre corrélation entre son niveau culturel et sa compréhension des problèmes européens. C'était une force brutale qu'on pouvait jeter sur la balance diplomatique ou militaire pour en tirer quelque avantage, le plus souvent imaginaire, au profit de telle ou telle puissance européenne. On peut mesurer maintenant les conséquences funestes de ce jeu. La Sainte Alliance, les insurrections polonaise, hongroise, belge, etc., en disent long. L'intervention systématique de la Russie arrêta l'évolution normale de l'Europe. Le mouvement libérateur fut partout étouffé et la marche de la démocratie fut sapée et paralysée. Seule, la France tenait encore le drapeau, — mais au prix de quels sacrifices ! — et restait fidèle aux principes de 1789. Presque tout le reste de l'Europe, plié sous le régime autoritaire et réactionnaire, trouvait un appui inébranlable dans le despotisme russe.

La grande guerre ne fut en réalité que le choc formidable de ces deux courants d'idées qui se disputaient, depuis 1789, la suprématie sur le monde. La démocratie triompha. Le champ de bataille, du Rhin à l'Oural, fut jonché de débris de trônes royaux et de couronnes impériales. De nombreux peuples ressuscitèrent et revinrent à une vie libre et indépendante, tels ceux de l'Ukraine et du Caucase. Que fit la Russie ? Elle se cabra contre les vagues envahissantes d'une vie nouvelle, elle redressa la ligne de son évolution un peu fléchie sous l'influence de la civilisation européenne et se donna le gouvernement dont elle était digne. Après de longues luttes particulièrement sanglante elle rétablit l'ancien despotisme sous forme d'oligarchie soviétique et le servage sous la dénomination générale d'économie collectivisée. Nicolas II périt parce qu'il ne décelait plus « la respiration barbare d'un Pierre le Grand » et qu'il commençait à glisser vers « l'absurdité » du suffrage universel. Par contre, le despotisme soviétique donnait toute satisfaction morale : c'était une « force de géant », ou apparaissait telle ; il se dressait ouvertement contre « la saleté de la culture gréco-latine » et s'assignait la haute mission « de détruire le sentiment de la mesure, la justice et l'harmonie ». Il va de soi que le Caucase et l'Ukraine devaient succomber sous la ruée des barbares.

Le Caucase et l'Ukraine

Deux pays riverains de la Mer Noire. Du soleil, une zone géographique admirable, la mer qui ouvre de larges voies vers toutes les parties du monde, un glorieux passé historique et toute une gamme d'influences subies

au cours des siècles, autant de facteurs déterminants qui permettent au Caucase et à l'Ukraine de redresser au moment opportun la ligne de leur évolution normale. C'est ce qu'ils firent. Ils brisèrent l'emprise russe et l'associèrent au mouvement général de la démocratie européenne. Ce n'est pas autour de Moscou et de ses steppes désolées et stériles qu'ils allèrent se ranger mais autour de la Mer Noire, ouverte à la navigation libre, sillonnée de courants d'échanges internationaux et destinée à devenir un véritable foyer de rayonnement d'énergie créatrice. Avec la Turquie, la Bulgarie et la Roumanie, ils constituent autour de cette mer un faisceau d'Etats libres et ouvrent avec leurs richesses des horizons infinis à l'activité commerciale et industrielle du monde entier. Qui sait s'il ne faut pas chercher par là, la clef et le remède du malaise politique et économique qui pèse actuellement sur l'Europe.

La Russie ne pouvait supporter dans son voisinage un tel défi à son esprit héréditaire. « La ruse orientale et la respiration barbare d'un Pierre le Grand » finirent par submerger les Républiques du Caucase et de l'Ukraine, et là, sur ces champs de bataille, elles remportèrent une victoire sur la démocratie victorieuse en Europe : le Caucase et l'Ukraine furent arrachés à l'influence morale et intellectuelle de la civilisation européenne et soumis à un régime, le plus tyrannique que le monde ait jamais connu.

Notre devoir

Notre devoir est tout tracé par ces faits. Six ans ont passé au cours desquels nous n'avons fait que suivre la ligne de conduite dictée par ce devoir. Le Turkestan s'est rangé le premier de notre côté. Les autres pays opprimés font parfois aussi entendre leur voix et nous sommes heureux de mettre à leur disposition pour formuler leurs doléances les colonnes de notre revue. C'est un grand mouvement libérateur qui prend de plus en plus de l'ampleur et qui commence à déferler dans toutes les parties non-russes de l'empire soviétique. — Naturellement nous n'aurions pas pu, dans les conditions où le sort nous a placés, continuer notre travail sans la sympathie agissante de nos amis d'Europe. Nous leur en adressons nos chaleureux remerciements. Avec leur aide et le dévouement de nos collaborateurs immédiats, nous espérons continuer notre travail, profondément convaincus que la cause que nous défendons se confond avec les intérêts supérieurs de l'humanité.

G. G.



Les trusts pétroliers et les Soviets

Comme on l'avait annoncé, la conférence des compagnies mondiales du naphte s'est tenue à Paris dans le courant du mois d'août. La conférence avait pour but, d'une part la régularisation et la hausse des prix des produits du naphte et la répartition entre ces trusts des marchés mondiaux.

A cette conférence d'une importance économique de premier plan, prirent part : la Compagnie Anglo-Hollandaise, la Royal Dutch, la Shell, la Compagnie Anglo-Persane, la Standard Oil of Jercey, la Standard Oil of New-York, les représentants du naphte roumain. Ainsi qu'on peut le voir, la Russie soviétique était absente à la conférence; la cause en est qu'à la précédente conférence du naphte à New-York, les Soviets refusèrent d'accepter les propositions des trusts concernant la limitation de la production du naphte et de ce fait, ils portèrent un préjudice matériel considérable aux compagnies de naphte. Les trusts allèrent même jusqu'à proposer aux bolcheviks, au cas où ils accepteraient leurs conditions, de leur accorder des crédits à court terme.

Nul n'ignore que le naphte roumain est devenu, au cours de ces dernières années, le principal concurrent du naphte soviétique dans le Proche-Orient. L'exportation de ce naphte atteint les 10 % de l'ensemble des exportations mondiales, dans le temps où l'exportation du naphte russe dépasse légèrement le chiffre des exportations roumaines. La concurrence entre les Soviets et la Roumanie a causé des pertes importantes aux autres compagnies de naphte, aux compagnies américaines en particulier, et cet état de choses a eu pour résultat de faire sensiblement baisser l'extraction du naphte en Amérique. C'est donc pour régulariser cette situation aussi bien dans la question de l'extraction du naphte que dans la répartition des marchés et la hausse des prix des produits du naphte que les syndicats anglo-américains du pétrole ont trouvé à Paris le moyen de s'entendre avec les Roumains et de signer une convention dont ci-dessous les éléments fournis par le secrétariat de la conférence :

« Un accord a été réalisé entre les groupes internationaux et roumains à la conférence mondiale du naphte sur les principaux points mis à l'ordre du jour et dont le but était d'améliorer la situation sur les marchés d'importation. La stabilisation sera assurée grâce aux obligations réciproquement prises de respecter les positions occupées par les deux groupes en matière d'exportation.

« Les points essentiels de la convention ont été paraphés par les délégués des deux groupes. Ainsi qu'il l'a été conditionné au début de la conférence, les délégations transmettront leurs propositions à leurs organisations respectives aux fins d'une ratification la plus rapide pour que la dite convention entre immédiatement en vigueur. »

Il ressort évidemment de cette convention que les différents syndicats de naphte qui depuis ces dernières années, étaient en lutte ouverte entre eux sont parvenus à s'entendre au sujet de la politique du naphte. Le fait est là, patent; mais il est aussi clair que les bolcheviks sont restés en dehors de cet accord.

A la conférence de New-York, les bolcheviks ont essayé de grossir les chiffres concernant l'extraction du naphte caucasien; ils espéraient, au

prix de « concessions », obtenir des crédits à long terme. Mais les compagnies anglo-américaines, très au courant de la situation pétrolière au Caucase ont rejeté ces importantes concessions et c'est alors que fut réalisé l'accord de Paris sans la participation des bolcheviks.

Sentant leur isolement les Soviets commencèrent, en se servant de la presse allemande, à faire une propagande signalant que des résultats vraiment tangibles ne seraient jamais atteints à une conférence quelconque du naphte tant que les bolcheviks n'y auraient pris part.

L'« Agence économique et financière » qui s'est livrée à une enquête à ce sujet parmi les spécialistes américains déclare que l'excédent d'extraction du naphte au Caucase, qui d'ailleurs n'a jamais atteint le rythme américain, a cessé d'exister et que les possibilités d'exportation se sont même réduites et continuent à baisser.

Ainsi le bluff bolchevik au sujet de « l'état florissant » de l'industrie pétrolière au Caucase n'a pas réussi et l'accord s'est fait sans les Soviets. Un groupe pétrolier international s'est constitué afin de canaliser la crise du naphte.

La déclaration des spécialistes américains au correspondant de la dite « Agence » a produit une forte impression, pour ne pas dire panique, sur les dirigeants de Moscou. Chacun peu dorénavant se rendre compte, tout particulièrement ceux qui suivent le rythme du développement de l'industrie du naphte que l'extraction du naphte au Caucase, non seulement n'a pas augmenté en dépit des nouveaux forages et autres mesures, mais qu'au contraire elle a diminué. La situation se complique encore du fait que le plan quinquennal exige de plus en plus du naphte et que l'utilisation en Russie soviétique des produits du naphte croît d'un jour à l'autre.

La situation de l'industrie pétrolière en U. R. S. S. est jalousement dissimulée par les Soviets dans l'espoir de recevoir un « dédommagement » pour s'être abstenus d'exporter les « excédents » du naphte soviétique, lesquels en réalité sont inexistants.

Les spécialistes américains sont convaincus que les bolcheviks ne peuvent augmenter l'exportation de leur naphte en raison de l'augmentation à l'intérieur des demandes de ce produit; ils ne sont même point en état de maintenir cette exportation au niveau actuel.

Ainsi donc, nous ne craignons point de le répéter, le bluff des bolcheviks a piteusement échoué; non seulement ils n'ont pu recevoir les crédits à long terme tant désirés, mais actuellement ils ne peuvent même pas obtenir à New-York les crédits à court terme sur lesquels ils comptaient. De nos jours le dumping chimérique des bolcheviks en matière de naphte n'effraie plus personne. N'ayant rien obtenu les bolcheviks sont restés isolés, dans le temps même où un groupe pétrolier « international unique » s'est constitué. Son but, nous l'avons dit, consiste à se saisir des marchés mondiaux et à en régulariser l'état.

Si de nos jours à Moscou, parmi les dirigeants bolcheviks responsables, des voix se font entendre demandant que des concessions de naphte soient accordées aux étrangers, c'est par suite du lamentable résultat de la politique du naphte des Soviets et de leur isolement. Il ne faut pas oublier que l'industrie du naphte a été et reste encore l'une des principales ressources du budget bolchevik.

D^r MIR YACOB.

La reconnaissance de l'Indépendance des Républiques du Caucase

Les Gouvernements des unités politiques nouvellement formées se hâtent d'envoyer leurs délégations munies de pleins pouvoirs pour demander à la Conférence de Versailles la reconnaissance de leur indépendance.

L'Europe n'ignorait point la formation de ces nouveaux organismes politiques; de nombreux articles leur furent consacrés et la question du Caucase était l'objet de débats non seulement dans les pays de l'Europe centrale, mais aussi dans la presse des Alliés, en France, en Angleterre, en Italie...

Il est certain que la rivalité qui existait entre pays en état de guerre avait son influence sur la présentation de la question; l'on n'ignorait point que les Etats du Caucase avaient été en contact avec la Turquie et l'Allemagne et qu'ils en avaient reçu un appui, n'empêche que l'opinion publique dans les pays de l'Entente sympathisait à l'Azerbaïdjan, à la Géorgie et aux autres pays du Caucase. Clemenceau, tout puissant à l'époque semble hésiter dans la question des nationalités de l'ancien empire russe, mais on lui suggère l'idée qu'il doit bien se garder de répéter la faute de ses prédécesseurs qui affirmaient que la politique des nationalités en Russie était de création purement allemande. Dans les *Annales des Nationalités* (9 mai 1918), Pierre Chantrel s'adresse à Clemenceau en disant que si Berlin s'est efforcé de prêter tout son appui aux différents mouvements séparatistes, c'est tout simplement pour se créer en Orient de nouveaux clients politiques et économiques. L'Entente a toutes les raisons d'agir parallèlement avec Berlin afin de dépouiller ensuite l'Allemagne du fruit de ses efforts.

La Russie une et indivisible n'est plus. La France doit intervenir. Il est temps qu'elle comprenne que l'Allemagne aura bien plus de peine à réaliser ses projets ayant affaire avec trois ou quatre capitales plutôt qu'avec une seule, Pétersbourg.

Le rapporteur conjure ensuite M. Clemenceau de ne point rejeter les prétentions des peuples de la périphérie.

L'Angleterre se montra beaucoup plus disposée à soutenir et à fortifier les Etats qui venaient de se constituer au sud de la Russie; elle avait même essayé de convoquer une conférence des représentants de toutes les formations existantes sur le territoire de l'ancien empire russe aux îles des Princes. Ce projet toutefois ne put être réalisé, les événements dans la Russie centrale se développant avec une rapidité vertigineuse. Peu après, Lloyd George, très populaire à l'époque dans les pays anglo-saxons, déclarait au Parlement « qu'à ce moment, aucun Gouvernement ne pouvait parler au nom de toute la Russie ».

La reconnaissance de Koltchak par les Alliés, en tant que représentant du pouvoir légal de Russie, ne donna point les résultats attendus, attendu que, de jour en jour, les bolcheviks sentaient le terrain s'affermir sous leurs pieds et que, de l'armée blanche, il ne restait plus que son ombre à la fin de 1919.

C'est ainsi que fut enterré le projet de convoquer une conférence générale à laquelle auraient pris part la Russie et les Etats, nouvellement

formés; en outre, il apparaissait impossible de mettre en présence les représentants de ces derniers avec les bolcheviks, l'Entente se refusant, à l'époque, à reconnaître aux bolcheviks le droit de représenter le pouvoir légal de la Russie. Cependant, le Gouvernement soviétique lui-même adressait aux Etats du Caucase des propositions officielles de conclure une alliance contre l'armée de Denikine. Les Caucasiens répondirent avec raison à Moscou qu'ils ne désiraient aucunement se mêler des affaires intérieures de la Russie afin de ne pas être attirés dans une guerre civile. Une proposition contraire faite par Denikine n'eut pas plus de succès. Les Républiques du Caucase déclarèrent aux rouges et aux blancs qu'ils s'opposeraient à l'entrée des armées bolchevistes aussi bien que des armées blanches sur le territoire de leurs républiques.

Il est bon de remarquer ici, qu'à la fin de 1919, les Alliés décidèrent de ne point s'immiscer dans les affaires intérieures de la Russie, c'est-à-dire de ne prendre parti ni pour les blancs ni pour les rouges. Quant aux républiques nationales non-russes, nées de la guerre, il fut décidé *de les aider, de les protéger aussi bien de la mainmise des blancs que des rouges.*

Du fait de leur situation géographique et des conditions favorables au développement des forces culturelles et politiques aussi bien que des richesses économiques, l'Azerbaïdjan et la Géorgie attirent l'attention des Alliés, suscitant un intérêt général sans cesse croissant.

Au cours de l'année 1919, les représentants politiques des peuples du Caucase développent une grande activité à Londres, Paris, Rome et Washington afin d'intéresser l'opinion publique à leurs revendications. De longs articles parurent alors dans les organes de presse d'Europe et d'Amérique.

Ainsi qu'il l'a été signalé précédemment, les événements de Russie se précipitant et le travail sur place, au début de 1920, ayant porté ses fruits, de nouvelles formations politiques apparaissent au Caucase. *Personne désormais ne pourrait croire à la doctrine de l'unité et de l'indivisibilité de la Russie.*

Nous voyons donc que dans les milieux de la Conférence de Versailles le terrain pour la reconnaissance des gouvernements effectivement existants était déjà préparé. Il ne fallait plus dès lors qu'un choc et ce choc fut donné par lord Curzon, ministre des Affaires Etrangères d'Angleterre en même temps que délégué à la Conférence de la Paix.

Le 12 janvier 1920 le Conseil suprême des Grandes Puissances reconnut les Gouvernements de Géorgie et d'Azerbaïdjan. Les délégations de ces deux Etats furent invitées au Ministère des Affaires étrangères où M. Cambon, au nom de la Conférence, leur communiqua les termes de leur reconnaissance. Aux côtés de M. Jules Cambon, l'on remarquait le collaborateur immédiat de Lloyd George, M. Philipp Kerr, et le marquis de la Torretta.

M. Cambon déclara que les républiques d'Azerbaïdjan et de Géorgie étaient reconnues *de facto* comme *Etats indépendants*, que ces deux Etats peuvent officiellement dès ce moment se mettre en contact avec le Conseil suprême et exposer leurs besoins; leurs déclarations devant être enregistrées et examinées au cours des réunions officielles de la Conférence. En outre, M. Cambon laissa voir que l'acte de reconnaissance des gouvernements de ces Etats impliquait la reconnaissance de leur séparation d'avec la Russie. *De ce fait, les républiques d'Azerbaïdjan et de Géorgie seront désormais considérées comme Etats souverains.*

Le 19 janvier, c'est-à-dire bientôt après la réalisation de cet acte remar-

quable dans la vie des peuples du Caucase, si heureux de reprendre contact avec une vie libre, avait lieu l'Assemblée extraordinaire du Conseil suprême à laquelle assistèrent les représentants des républiques d'Azerbaïdjan et de Géorgie. L'Angleterre était représentée à cette Assemblée par le ministre de la Guerre britannique M. Cherchill, par le feld-maréchal Henry Wilson, le premier lord de l'Amirauté M. Lang, l'amiral Bitti, lord Curzon, etc. ; la France était représentée par MM. Clemenceau, Cambon, Pichon, le maréchal Foch..., la délégation italienne avec M. Nitti.

Ayant ouvert la séance, M. Clemenceau prononça un discours dans lequel il souligna l'importance de ces républiques et, au nom de la Conférence, il exprima le désir d'entendre des délégués un récit sur la situation dans leurs pays respectifs en même temps que sur leurs besoins.

Les représentants des deux républiques firent donc un rapport sur la situation dans leurs pays et demandèrent un appui moral et matériel.

Dans le même temps, deux demandes de reconnaissance des deux autres républiques du Caucase : de l'Arménie et du Caucase du Nord, furent présentées à cette même séance.

Les diplomates européens et les hommes d'Etat qui observaient la marche des événements et qui avaient cessé de croire à la Russie, une et indivisible, prévirent que le cyclone qui s'était abattu sur ce pays serait de longue durée. Ils finirent par conclure que le seul moyen de sortir de cette impasse était de reconnaître et de consolider les Etats de la périphérie, susceptibles de former un *cordon sanitaire* autour des bolcheviks.

Nous avons dit précédemment que l'Angleterre s'était montrée très favorable à l'idée de la renaissance des nouveaux Etats qui s'étaient constitués des débris de l'Empire russe. Il est certain que d'autres pays encore pensaient de la même manière. Peu avant la reconnaissance des Républiques du Caucase par le Conseil suprême, le Parlement italien avait exprimé le désir de se mettre en contact avec les unités politiques qui venaient de se constituer sur les confins de la Russie et ce, dans le but de lier avec leurs gouvernements des relations régulières. La France, qui au début semblait hésiter, finit par émettre une résolution en faveur des gouvernements qui existaient en fait au Caucase.

Lorsque se décida le sort de l'Azerbaïdjan et de la Géorgie, les délégués des Etats-Unis d'Amérique n'apposèrent point leur signature sur l'acte de reconnaissance. Cela s'explique du fait que l'opinion publique américaine se dressa contre la politique du président Wilson et qu'elle blâma les conditions élaborées à la Conférence de Versailles. C'est ainsi que du fait du caractère objectif d'une conjoncture internationale qui venait de se créer les républiques caucasiennes ne furent point reconnues par l'Amérique, la délégation américaine elle-même ayant quitté Paris avant l'acte de reconnaissance sans avoir eu le temps de s'occuper de la question caucasienne.

Cependant, en 1919, les délégations d'Azerbaïdjan et du Caucase du Nord, ou Montagnards, furent reçues par le président de la République des Etats-Unis, M. Wilson, qui écouta avec bienveillance les déclarations des deux délégations, touchant à la reconnaissance de l'indépendance des républiques du Caucase. Les délégués lui rappelèrent sa propre thèse au sujet de *l'auto-détermination des peuples et ses quatorze articles*, lesquels doivent servir de base pour décider du sort des peuples de l'Europe lors de la transformation des cartes des Etats belligérants.

Dans sa réponse, M. Wilson déclara qu'il prêtait une attention toute

particulière au problème du Caucase qui intéresse l'opinion publique américaine et il manifesta l'intention, en sa qualité de chef du Gouvernement américain, de convoquer à bref délai une commission spéciale pour l'étude de cette question. Il ajouta en outre, qu'à son avis *les peuples du Caucase devraient s'unir en une organisation politique dans le genre d'une Confédération*. Quoi qu'il en soit, dit-il encore, la question de l'ancien empire russe est fort complexe et demande un sérieux examen.

Quelques jours avant la réception de la délégation azerbaïdjanienne par M. Wilson, l'auteur de ces lignes avait un entretien avec l'un des membres de la délégation américaine, ancien ambassadeur des Etats-Unis à Constantinople, M. Morgentau. Au cours de cet entretien, l'ex-ambassadeur m'adressa sans ambages la question suivante : *Que penserait l'Azerbaïdjan d'un mandat américain ?* Par cela même, on voit combien l'Amérique s'intéressait au Caucase.

Effectivement, bientôt après, le président Wilson organisa une mission spéciale composée de 14 hauts fonctionnaires, spécialisés dans différentes branches, à la tête de laquelle avait été placé le général Harbord. Cette mission visita les principales villes du Caucase et de Turquie, prenant contact avec les organisations politiques locales.

Comme suite à son enquête, et après s'être familiarisée avec les conditions générales du pays, la mission présenta à son Gouvernement un rapport sur les possibilités économiques et politiques de la Transcaucasie et de la Turquie.

Nous n'insisterons pas sur ce document qui fut publié à Washington en 1920 par les soins du Sénat des Etats-Unis d'Amérique. Dans ce rapport, il est bien recommandé au Gouvernement américain *de s'abstenir de tout mandat sur l'Arménie*, attendu que, dans l'Arménie projetée, les Turcs constituent, aujourd'hui comme à l'époque d'avant guerre, une majorité, même si les émigrés arméniens rentraient dans leurs foyers.

Le général Harbord prétend, dans son rapport, qu'on pourrait obtenir des résultats positifs dans le Proche-Orient si l'on parvenait à mettre dans la main d'une Puissance toute la Turquie actuelle et la Transcaucasie en lui confiant évidemment un mandat approprié. Cette grande Puissance, bien entendu, aurait été les Etats-Unis d'Amérique.

Ce projet, évidemment, resta sans lendemain et les républiques de Transcaucasie ne purent profiter de l'appui moral et matériel d'une Puissance mandataire quelconque, les événements de Turquie et d'Europe ayant pris une orientation toute nouvelle.

Entre temps un grand changement se produisait dans les rapports entre les Etats-Unis et les Alliés. Chacun se rappelle la tempête soulevée autour de la question de Fiume et de la création de la Société des Nations. Sur la question des mandats également on était loin de l'unanimité dans les résolutions prises; cette unanimité faisait aussi défaut parmi les peuples du Caucase.

Si les Arméniens penchaient vers une politique de protectorat américain, il n'en était pas de même des Azerbaïdjanis et des Musulmans du Caucase en général et le mandat américain leur paraissait suspect.

Ces faits expliquent pourquoi, au cours de l'année 1919, les Etats du Caucase ne furent point reconnus. Ce n'est que lorsqu'on apprit que l'Amérique revenait à sa politique de Monroë, c'est-à-dire à la non-immixtion dans les affaires du Vieux Monde, que les Alliés, renonçant à toute idée de

mandat, reconnurent l'indépendance des trois républiques déjà existantes : l'Azerbaïdjan, la Géorgie et, un peu plus tard, l'Arménie.

Cette reconnaissance joua un très grand rôle historique dans les destinées politiques, non seulement des peuples du Caucase et de tout le Proche-Orient, mais elle ouvrait aussi de larges perspectives aux industriels et aux politiciens d'Europe. Dans le même temps, cette reconnaissance suscita un grand enthousiasme au Caucase et affermit d'autant la conscience nationale d'Etat parmi les peuples qui l'habitent. Il n'en fut pas de même dans les milieux russes où la reconnaissance de l'indépendance des républiques de la périphérie suscita un mouvement de réprobation, voire même d'hostilité. Sous la pression des Alliés, l'armée volontaire et son chef le général Denikine furent bien obligés cependant de reconnaître, le 11 février 1920, l'indépendance *de facto* des Républiques de Transcaucasie. Une décision ultérieure, réglant les rapports entre ces nouveaux Etats et la Russie était proposée par le général Denikine, sans toutefois en préciser l'époque. Ce dernier reconnaissait du reste le droit aux Alliés d'agir en qualité d'intermédiaires.

Le 7 février 1920, l'Azerbaïdjan et la Géorgie recevaient une déclaration du Gouvernement japonais ralliant ce dernier à la décision prise par le Conseil suprême le 12 janvier 1920.

M. Y.

LA FAMINE EN RUSSIE

La situation économique du pays des Soviets empire d'une manière catastrophique; l'état matériel et alimentaire des masses devient de jour en jour plus menaçant.

Et cependant, par rapport à la Russie d'avant guerre, l'U.R.S.S. actuelle ensemence de 15 à 20 millions d'hectares de plus. C'est ainsi que cette année même, si l'on en croit les statistiques soviétiques, le nombre de tracteurs en activité dans les champs se chiffre à 146.000, celui des camions automobiles à 10.000, celui des « kombainov » à 10.500. Les Etats-Unis d'Amérique, connus par les progrès réalisés dans le domaine économique agricole, n'ont pas été sans être inquiétés par le dumping soviétique et l'on sait que le blé soviétique inonda à un moment donné tous les marchés mondiaux, faisant baisser les prix dans des proportions considérables, mettant ainsi les fermiers américains dans une situation véritablement catastrophique. Cependant, en Russie soviétique, cet énorme développement technique dans le domaine agricole s'est concrétisé sous forme de famine. Les nouvelles qui nous parviennent du pays des Soviets nous montrent que la famine règne en effet dans les villes et les villages, voire même en Ukraine et au Caucase, ces deux greniers de la Russie. L'on sait aussi que la population affolée se débat, à la recherche d'un morceau de pain.

Gardons-nous toutefois de trop tabler sur les chiffres qui témoignent des succès soviétiques; leur valeur nous est connue, mais puisque nous n'avons point d'autre moyen d'information, acceptons-les tels quels — car il arrive parfois qu'en les rapprochant on arrive à découvrir un brin de vérité, que seul un aveugle ou se disant tel, prétendrait ne pas voir.

Les hautes personnalités soviétiques elles-mêmes reconnaissent que le pays traverse de graves difficultés, mais il est interdit de parler de famine. Il a bien fallu cependant remettre à la population 103 millions de pouds de grain pour les ensemencements et pour son alimentation, mais, malgré ce secours de l'Etat, l'Ukraine par exemple a ensemencé 9 % de surface en moins que l'an dernier, la Sibérie occidentale 10,5 %, le Kazakstan 8,2 % et le Caucase encore moins; or le pourcentage des ensemencements en général pour l'année 1932 est présenté comme étant le même que celui de l'an dernier. L'on a vu cependant que les régions les plus fertiles, les plus productives de blé, telles que l'Ukraine et le Caucase du Nord, ont sensiblement réduit le pourcentage de la surface ensemencée. Il a donc fallu réduire de 264 millions de pouds les normes de stockage, mais en dépit de ces « difficultés », les dirigeants soviétiques se montrent enthousiastes. A Kharkov, M. Kaganovitch n'a-t-il pas déclaré solennellement ceci : « Aujourd'hui nous arrivons déjà à 61 % d'exploitations collectivisées, à 80,4 % de surface propre aux ensemencements d'automne dans le secteur socialiste. » Les dirigeants soviétiques ont quelque peu raison d'être enthousiastes, car le pillage des biens de la communauté a pleinement réussi. L'on peut discuter sur la question de savoir ce qu'a donné la « collectivisation » de la population, mais il apparaît certain que la « collectivisation » a permis au pouvoir soviétique de plumer deux ou trois fois le paysan. Les chiffres officiels, fournis par les bolcheviks, sont à ce sujet fort suggestifs. En 1925-1926, les opérations de stockage ont pris à la population 434 millions de pouds de blé en 1926-1927, ce chiffre a atteint 596 millions de pouds et, en 1927-1928, 576 millions. Les bolcheviks procédèrent ensuite aux opérations de « collectivisation ». En 1929, le pouvoir soviétique se saisit de 660 millions de pouds de blé, en 1930 il se saisit de 1.350 millions et en 1931 de 1.475 millions se décomposant ainsi : 1.367 millions dans les exploitations individuelles et 108 millions dans les sovkhoz.

Le « succès » des opérations de stockage fut si brillant qu'il fut décidé en 1932 (sur le papier évidemment) de réduire ces opérations et de ne prendre aux paysans que 1.103 millions de pouds et aux sovkhoz 151 millions, soit en tout 1.254 millions. De 1929 à 1931, les opérations de stockage s'accrurent de plus du double. Les données fournies par les autorités soviétiques donneront une idée de l'accroissement des chiffres des opérations de stockage des grains. En 1927 ce chiffre atteignait 4.415 millions de pouds; en 1928 il atteignait 4.399 millions; en 1929, 4.305 millions. Le rendement de la récolte baissait alors que les opérations de stockage augmentaient, modérément au début (de 15 à 20 %). En 1930 le « Politbureau » du parti supprima complètement toute statistique autonome allant à l'encontre de ses désirs. La statistique ainsi « réorganisée » donna pour 1930 une récolte de 5.242 millions de pouds, c'est-à-dire une plus-value de 20 % sur celle de l'année précédente. L'on vit alors les agents du stockage prélever plus du double sur les normes que devait fournir la population, soit 105 % d'excédent. En 1931, le plan de stockage fut encore dépassé, les chiffres se présentant sous l'aspect suivant : Récolte, 5.552 millions de pouds; prélèvement pour les besoins du stockage, 1.475 millions de pouds. Ce plan cependant ne put être réalisé. Survient une période de « sécheresse » dont on ne parla qu'au cours de l'hiver, c'est-à-dire après la récolte, et qui amena une perte sèche de « quelques millions de pouds de blé ».

Si donc l'on s'en rapporte aux chiffres fournis par les Soviets, l'on

aura une idée de ce qui se passe de nos jours en Russie soviétique. La quantité de blé ramassée dans le pays s'est accrue pendant ces trois années de 20 % ; dans le même temps, « le pouvoir des ouvriers et des paysans » prélevait pour les besoins du stockage 120 % de plus sur la population agricole. Il le pouvait d'autant plus que la « collectivisation » d'une part et les « tracteurs et les kombainov » d'autre part, lui en donnaient la possibilité. Ce n'est donc que grâce à ces « succès » que les bolcheviks ont pu, après avoir ruiné les paysans, leur extorquer proportionnellement six fois plus de blé. La « collectivisation » a donc permis au pouvoir soviétique de se passer de chaque paysan individuel pour les battre par groupes. Des chefs leur ont été donnés et ces derniers répondent du stockage. La responsabilité collective a été introduite; elle est d'une sévérité inconnue à ce jour. L'aide accordée aux paysans, en tracteurs lors du labourage des terres et de l'ensemencement est loin d'avoir eu l'importance que lui ont attribuée les bolcheviks, aussi ont-ils bien vite proposé aux paysans de recourir aux anciennes charrues, aux vieilles haridelles et au bœuf épargné par le couteau. Il est vrai que pour le battage, les tracteurs et les batteuses mécaniques ont rendu de réels services, bien moins cependant aux paysans qu'au « pouvoir des ouvriers et des paysans ». Et grâce au battage communal massif il a été possible de rafler aux paysans, sous la batteuse même, la quantité de blé nécessaire et même davantage. Plus tard, lorsque la situation empira, M. Molotov la reconnut; dans son discours de Kharkov, il déclara textuellement ceci : « Il n'est pas rare de voir des rayons et des kolkhoz ayant exécuté le plan du stockage, recevoir de nouvelles tâches, par trois et quatre fois » (*Ekonomitcheskaja Jizn* du 14 juillet 1932). Or, M. Molotov, aussi bien que les autres dirigeants soviétiques, n'ignorait point ces abus au moment où ils se produisaient. Ils les connaissaient parce que, il était impossible de ne pas savoir que c'était là le seul moyen de réaliser leurs « plans ». L'un des « chefs » de la révolution agraire, lequel actuellement occupe un poste de commandement, le fameux tchékiste Yagoda, accompagne les brigades ouvrières de choc à la campagne. Investies de pleins pouvoirs ces brigades sont autorisées à résoudre sur place des questions d'une importance capitale. C'est ainsi qu'elles peuvent fusiller si bon leur semble ceux des paysans aisés qui leur paraissent indésirables, ceux qui après avoir été dépouillés de leur avoir doivent être déportés ou exilés. Toutes les instructions de cet ordre se rapportaient à des actes d'un caractère analogue. Vraisemblablement, les dirigeants soviétiques espéraient que les plumes renaîtraient aux paysans déjà plumés et que tout se passerait le mieux du monde. Mais les paysans ne l'entendirent pas ainsi, ils se révoltèrent et refusèrent de semer et de récolter et, au cas où il faudrait semer, s'arranger de manière à ce que le champ soit en herbe et non en blé afin qu'au moment de la récolte il soit plus facile de voler, là où une possibilité se présentera, voler son propre grain que le « pouvoir des ouvriers et des paysans » se disposait lui-même à voler.

En présence de ces faits, les bolcheviks, désireux de faire travailler tant soit peu consciencieusement les paysans, les obliger à moissonner, ont parlé de « légalité révolutionnaire », de défense de toucher aux vaches des paysans, de liberté de vendre le blé à partir du 15 janvier 1933 si toutefois ils remplissent toutes leurs obligations devant l'Etat prolétarien, etc. Mais de nos jours, ces promesses sonnent creux, personne n'y croit plus, les paysans sachant par expérience ce que parler veut dire, que tout cela changera et qu'un appel aux opérations de stockage sera de nouveau

lancé. Il en a toujours été ainsi et il en sera de même à l'avenir. Cependant on est fondé de croire que les cordes sont tendues, que les paysans ne croient plus à rien et qu'ils refusent de travailler. La violence bolcheviste s'est ainsi buttée contre l'âme humaine. Ce n'est pas en vain que ce même Kaganovitch, envoyé il n'y a pas longtemps en Ukraine pour y faire de l'ordre, laissa échapper cette phrase à son retour à Moscou au cours d'une séance du comité du parti : « Il faut comprendre que notre principal levier ce sont les hommes » (*Pravda*, 7 juillet 1932). Il reconnaissait ainsi que le pouvoir soviétique ne comprenait pas cette vérité et qu'il ne la conçoit point jusqu'à présent.

Nous savons également qu'en vertu des derniers décrets, la quantité de blé qui doit être livrée à l'Etat a été réduite, fort à propos, de 100 millions de quintaux. Mais en dépit de ces mesures, plus de la moitié au moins (45,4 %) de la part de la récolte qui devait revenir au Gouvernement n'a pas été livrée aux agents du stockage. Dans les rayons même les plus importants au point de vue du stockage, comme l'Ukraine et le Caucase du Nord, le pourcentage a été inférieur : 21 % pour l'Ukraine et 33,6 % pour le Caucase du Nord.

Ces chiffres montrent clairement qu'au cours de cet hiver les villes de l'U.R.S.S. connaîtront les affres de la faim. Il est possible évidemment que sur les marchés libres, rétablis par les bolcheviks, on arrive à trouver du blé, mais alors ce sera à des prix fantastiques, tout à fait inaccessibles à la grande majorité des habitants.

Le premier essai de collectivisation des exploitations agricoles socialisées a donc montré que plus le nombre de kolkhoz augmente et plus la récolte de blé va diminuant. Les paysans des kolkhoz qui, l'hiver dernier, ont souffert du manque de blé s'efforcent à présent de s'aménager à tout prix des réserves de blé pour leurs propres besoins au cours de l'hiver prochain. Cette tactique a eu pour résultat de voir les livraisons baisser, ainsi que le prouvent les statistiques officielles soviétiques. C'est ainsi que dans tel rayon il n'a été livré que 60 tonnes de blé au lieu des 5.050 tonnes attendues, que dans tel autre rayon il n'en a été livré que 118 au lieu de 2.000, dans tel autre encore 65 au lieu de 600, etc. Cette manière d'agir permettra donc aux paysans de ne point mourir de faim, ce que voyant, le pouvoir soviétique a pris des mesures pour la garde de ce qu'il appelle « la propriété publique sacrée » et il a édicté un décret punissant de la peine de mort tout paysan qui « aura volé... » son propre blé.

Ibrahim TCHOULIK.



Le triste anniversaire du 22 Novembre 1921

Dans le courant de ce mois de novembre aura lieu le onzième anniversaire d'un événement militaire, qui eut une influence considérable sur la vie politique de l'Ukraine.

Le 22 novembre 1921, les armées bolchevistes fusillèrent à Bazar, en Volynie, 359 hommes qui faisaient partie d'un détachement d'insurgés ukrainiens. Depuis, cette date fatidique, qui commémore la mort de ces martyrs du droit et de la liberté, porte le nom très simple, mais combien vénéré des Ukrainiens, de « Commémoration des 359 ».

Pour comprendre l'importance de ce tragique événement, il nous faut revenir quelque peu en arrière, c'est-à-dire au début de la lutte de l'Ukraine pour son indépendance. Nous ne prétendons point donner ici une étude approfondie de l'histoire militaire de l'Ukraine à l'époque moderne, mais consacrer simplement quelques lignes à cette lutte afin d'éclairer le lecteur sur un aspect de la question ukrainienne, si complexe et si peu connue.

Dès le début de la révolution de 1917, les détachements nationaux ukrainiens commencèrent à s'organiser. Ces détachements étaient animés par l'idée libératrice nationale et constituaient des cadres déjà expérimentés et solidement unifiés. Les premiers régiments de l'armée ukrainienne portaient les noms glorieux de leurs chefs de jadis, des Hetmans Bohdan Khmelnitzky, de Poloubotko, de Mazeppa, etc... A la tête d'un corps appelé « les Haïdamaks » se trouvait Simon Petlura, futur ataman en chef des armées ukrainiennes et futur chef d'Etat.

Guidés par des officiers patriotes ukrainiens, ils étaient unis par une discipline nationale et par un but clair et concret : celui de défendre la liberté du pays. Ce furent d'ailleurs les premiers régiments ukrainiens qui assumèrent la lourde tâche de servir de rempart contre l'invasion rouge après la fameuse révolte du mois d'octobre 1917 qui échoua du reste en Ukraine. Cette révolte eut pour effet de hâter l'organisation de l'armée ukrainienne de sorte qu'au moment de la proclamation de l'indépendance ukrainienne (22 janvier 1918), il existait déjà quelques détachements qui étaient prêts à recevoir le choc des armées rouges.

Quiconque ignore les circonstances dans lesquelles se déroula la révolution de 1917, aussi bien que la manière dont se constitua l'Etat ukrainien, peut se demander pourquoi l'organisation de son armée a pris tant de temps et pourquoi encore, du mois de février 1917 jusqu'en janvier 1918, l'Ukraine n'était arrivée à mettre sur pied que quelques unités nationales. Nous essayerons ici d'éclaircir cette question.

Il convient tout d'abord de prendre en considération la disposition des forces : les soldats et les officiers de l'armée russe, originaires de l'Ukraine, se trouvaient sur tous les fronts russes, sur le nord, ouest et sud-ouest. — c'est-à-dire de la Baltique à la Mer Noire — et sur le front du Caucase. Lorsque la révolution éclata en Russie, la décomposition des troupes russes marcha à pas de géant, et, tandis que les Russes quittaient en masse le front croyant voir dans la révolution russe la fin de la guerre, les contingents d'origine ukrainienne seuls gardèrent les tranchées. Il est un fait incontestable, c'est que la fameuse offensive de Broussilov en été 1917 sur le front de Galicie fut opérée presque exclusivement par des contingents d'origine

ukrainienne. C'est ainsi qu'on constate la présence, au cours de cette opération, du 34^e corps, déjà « ukrainisé », lequel était commandé par le général Skoropadsky. Ce corps fut un groupe de choc des plus importants. En décembre 1917 même et en janvier 1918 les tranchées du front sud-ouest, c'est-à-dire sur la ligne Pinsk-Galicie-Bucovine, furent gardées par des contingents ukrainiens tandis que les Russes fuyaient en hâte, vendant les munitions, les fusils, les mitrailleuses et jusqu'à des canons à des prix dérisoires, un 75 par exemple se vendait 3 roubles et un 115 pour 6 roubles.

Ainsi les Ukrainiens incorporés dans l'armée russe se trouvaient, au moment de la révolution, trop éloignés de l'Ukraine, exception faite de ceux du front sud-ouest, aussi ne purent-ils rentrer dans leur pays qu'après l'armistice conclu entre les bolcheviks et les Empires centraux. C'est ce qui explique pourquoi les premiers régiments ukrainiens qui se trouvaient lors de la révolution sur le territoire ukrainien étaient si réduits. Ce n'est que quelque temps après que l'armée ukrainienne incorpora tous les contingents nationaux venus des coins les plus éloignés de l'immense territoire de l'ancien empire russe y compris la Sibérie. Elle se compléta au cours des années qui suivirent par le recrutement des volontaires et des mobilisés.

Il convient de signaler que, deux mois après la révolution, le territoire de l'Ukraine présenta l'aspect d'une véritable fourmilière; des milliers de gens, de soldats surtout qui, séduits par la propagande des agitateurs révolutionnaires, avaient quitté le front et s'en étaient venus échouer en Ukraine, cherchant du pain, et assiégeant les gares de chemins de fer; ces bandes affamées présentaient ainsi un matériel susceptible de devenir des instruments dangereux dans les mains habiles des bolcheviks. La désorganisation des transports provoquée par la chute du régime permit à ces bandes de séjourner en Ukraine pendant des mois. Ainsi se forma en Ukraine un élément bolchévisant très hostile d'ailleurs à l'idée du séparatisme ukrainien; aussi les premiers régiments ukrainiens mirent-ils beaucoup de temps pour liquider ces bandes qui pillaient et vagabondaient dans tout le pays.

Le désordre général qui suivit la chute du tsar, l'incapacité dont fit preuve le gouvernement de Kerenski, son impossibilité de mettre de l'ordre dans ce chaos et l'avènement enfin des bolcheviks en Russie, rendaient d'autant plus difficile aux patriotes ukrainiens leur tentative de former une armée. Cependant, malgré tous les obstacles et des conditions aussi défavorables, ils réussirent néanmoins à former le noyau de l'armée nationale.

Dans les premiers détachements ainsi constitués s'en trouvait un composé exclusivement d'étudiants voire même de lycéens ukrainiens. Ce fut ce détachement qui fut envoyé vers la fin de janvier 1918 à la rencontre des troupes rouges, beaucoup plus nombreuses et qui subit une sanglante défaite dans la nuit du 30 janvier 1918; au cours de l'engagement, près de la station de Krouty, au nord de Kiev, près de 70 jeunes gens furent tués. C'était le premier sacrifice de l'Ukraine.

Les événements se précipitèrent. Les hordes bolchevistes se ruèrent sur l'Ukraine. Elles étaient commandées à l'époque par le fameux Mouraviev qui prétendait apporter à l'Ukraine « la paix au bout des baïonnettes rouges ». Kiev fut pris par les bolcheviks après un bombardement de dix jours et la cathédrale de Sainte-Sophie qui date du ix^e siècle, ainsi que beaucoup d'autres monuments historiques, eurent beaucoup à souffrir. Ils détruisirent et brûlèrent de nombreuses maisons, parmi lesquelles la maison particulière du président du Parlement ukrainien, le professeur Grouchevski.

L'armée ukrainienne dut se replier à l'ouest pour se préparer à une lutte acharnée, à une lutte sans merci. La situation politique et militaire du pays était véritablement tragique. C'est dans ces conditions que la paix de Brest-Litovsk fut conclue, paix forcée qui était la seule issue pour sortir de l'impasse dans laquelle se trouvait l'Ukraine à cette époque. La paix une fois conclue, l'armée ukrainienne put reprendre l'offensive tandis que les troupes allemandes et austro-hongroises occupaient au fur et à mesure le territoire de l'Ukraine. Les bolcheviks se replièrent, laissant dans le pays des organisations secrètes qui travaillaient clandestinement en Ukraine. Le changement de régime, la proclamation de l'hetmanat de Skoropadsky, ne changea guère la situation, car ce changement ne fut pas agréé par la nation dans son entier. Il faut bien dire qu'au début, l'Hetman Skoropadsky s'appuya sur les baïonnettes allemandes qu'il délaissa ensuite pour ne s'appuyer que sur les milieux non-ukrainiens, c'est-à-dire sur les Russes blancs, opposés à l'idée de l'indépendance ukrainienne. Cette circonstance devait amener sa chute en novembre 1918.

Pendant cette période, l'armée ukrainienne présentait déjà une force réelle; elle s'était en effet sensiblement renforcée grâce aux contingents nationaux qui s'étaient dressés contre les Allemands et contre le régime de Skoropadsky lequel avait trahi l'idée nationale en se rangeant du côté des Russes blancs. Elle n'en restait pas moins numériquement inférieure aux troupes bolchevistes qui, dès la chute de l'Hetman, avancèrent de nouveau en Ukraine.

Le début de 1919 fut très dur pour l'Ukraine. Le manque de vivres, de munitions, de médicaments, commença à se faire sentir dans le pays déjà fort éprouvé par les invasions successives. Kiev fut pris de nouveau par les rouges. Les vastes terres de l'Ukraine devinrent le théâtre d'incessantes luttes. Au mois de juillet de cette année 1919, l'armée ukrainienne vit ses effectifs s'élargir grâce aux formations ukrainiennes de Galicie qui, après avoir lutté contre les Polonais passèrent en Ukraine. Une offensive de grande envergure fut entreprise par l'état-major ukrainien et le 30 août 1919 Kiev se trouvait de nouveau entre les mains des Ukrainiens. Mais un autre ennemi surgit bientôt devant eux; cette fois ce ne sont plus les rouges, mais bien les Russes blancs du général Denikine. Cette armée était composée d'anciens officiers et d'anciens soldats russes recrutés dans le bassin du Don. Cette armée de Denikine était animée par l'idée d'une Russie « une et indivisible » dans laquelle l'Ukraine ne serait qu'une province intégrante. C'était là une faute impardonnable qui retombe toute entière sur les chefs de cette armée; leur but, comme on le voit, était en opposition avec celui des Ukrainiens et comme il est regrettable qu'ils ne soient pas arrivés à s'entendre avec les Ukrainiens; leur action aurait été de beaucoup facilitée. Mais la haine séculaire des Moscovites contre les Ukrainiens et l'idée de leur indépendance aveugla les chefs responsables et, au lieu d'unir leurs forces à celles des Ukrainiens, ils se jetèrent sur ces derniers, facilitant ainsi la tâche des bolcheviks.

Que le lecteur nous pardonne tous ces détails, mais ces éléments prouvent combien le rôle de l'armée ukrainienne était complexe et difficile. Voyant ces dissensions, les rouges en profitèrent pour reprendre l'offensive. Au mois de novembre, l'armée ukrainienne épuisée par de nombreuses batailles, manquant de munitions et de vêtements à une époque où le froid était devenu excessif et ayant perdu plus de 60.000 hommes morts du typhus, se trouva refoulée près de la frontière polonaise. La lutte ne pouvait conti-

nuer longtemps. Une partie de l'armée passa en Pologne où elle fut internée et l'autre se trouva cernée par les bolcheviks en Podolie. Une faible partie gagna l'arrière des lignes bolchevistes et se répandit en Ukraine. Elle fit ainsi plus de 300 kilomètres se frayant un passage à la baïonnette pour rejoindre l'armée régulière six mois plus tard, en mai 1920.

Les débris de l'armée ukrainienne purent ainsi se reformer. Après le traité du 22 avril 1920, conclu avec la Pologne, cette armée marcha de nouveau sur l'Ukraine avec l'armée polonaise mais elle dut arrêter sa marche dans le courant de l'été de 1920. L'armée rouge russe ayant repris l'offensive et marché sur Varsovie, la Pologne conclut un armistice et l'armée ukrainienne se trouva de nouveau seule. Le successeur de Denikine, le général Wrangel, ayant été battu par les bolcheviks dut évacuer le territoire qu'il occupait. Libres désormais, les bolcheviks lancèrent toutes leurs forces disponibles du front polonais et du front de Wrangel contre les 50.000 hommes qui constituaient l'armée ukrainienne ; celle-ci résista encore un mois mais, ne pouvant supporter la pression de centaines de milliers de bolcheviks, elle dut céder et se réfugier de nouveau en Pologne. C'était à la fin de novembre 1920.

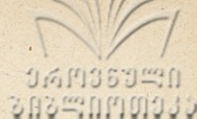
Au cours de ces engagements, quelques milliers d'ukrainiens réussirent à passer à l'arrière des lignes bolchevistes et à s'unir aux insurgés ukrainiens. Avec eux, ils continuèrent la lutte. C'est ainsi que durant toute l'année 1921 l'Ukraine présenta l'aspect d'un volcan ; les insurgés ukrainiens, nonobstant le manque de munitions et de vêtements, luttèrent héroïquement contre les rouges qui décidèrent de liquider ce mouvement à tout prix et c'est ainsi qu'ils préparèrent systématiquement cette extermination de patriotes ukrainiens.

Les bolcheviks résolurent de détruire d'abord un fort détachement d'insurgés que commandait le général Tutunyk. Après de longues marches, ils réussirent à le cerner près de Minkivtzi en Volynie. Une partie du détachement réussit à franchir la frontière polonaise, et l'autre fut détruite sur place ; beaucoup mirent fin à leurs jours. Dans ce nombre il convient de citer le grand patriote et homme d'Etat qui fut en même temps ministre de la marine, M. Bilinsky. Un groupe de 359 insurgés ukrainiens trouva également la mort près du village de Bazar. Ils furent tous exécutés par un feu de mitrailleuses après avoir été alignés sur un rang. Quelques rares témoins qui parvinrent à s'échapper racontent qu'au moment de la fusillade, trois cent cinquante-neuf voix entonnèrent l'hymne national ukrainien : « L'Ukraine n'est pas morte ».

Cette exécution eut lieu dans la soirée du 22 novembre 1921. Ces héros ukrainiens privés presque entièrement de leurs vêtements rencontrèrent la mort stoïquement, en chantant l'hymne national. Les 359 corps furent ensevelis dans une fosse commune, creusée à l'endroit même où tombèrent ces héros.

Ce fut le dernier acte du drame, le dernier sacrifice de l'Ukraine ; ce fut l'apothéose de la douleur et de la souffrance de l'âme de l'Ukraine.

La fusillade des 359 suspendit la lutte militaire que l'Ukraine avait commencé quatre ans plus tôt, mais elle ne la termina point pour cela, car l'Ukraine *vit encore*. Le mouvement insurrectionnel n'a jamais cessé dans l'Ukraine occupée, nonobstant les persécutions, les déportations en Sibérie et aux îles Solovki, les exécutions par le Guépéou, etc. Un jour viendra où la lutte reprendra en Ukraine et où les patriotes ukrainiens



vengeront la mort de ceux qui ont péri, la mort des 359 héros fusillés à Bazar.

En attendant, tous les ans au mois de novembre, les Ukrainiens, dispersés dans le monde, en tous lieux, se réunissent et commémorent le souvenir de ces 359 héros morts pour la Patrie le 22 novembre 1921.

Dmytro Boug.

La structure juridique de l'autorité fédérale

DANS LA FÉDÉRATION CAUCASIENNE

Dans le projet du Pacte de la Confédération des Etats-Unis du Caucase après le premier article qui vient affirmer la souveraineté de ces Etats et que nous avons analysé dans l'étude précédente, on voit immédiatement ensuite l'énumération des pouvoirs de la Confédération. Ces pouvoirs doivent faire l'objet d'un examen très attentif. Seulement avant de procéder à cet examen il importe de se demander quelle est la nature juridique de la Confédération elle-même. Ceci est parfaitement logique : la théorie et la pratique doivent aller de front. Il n'est pas suffisant de connaître les compétences d'une institution, le but qu'elle poursuit et les pouvoirs dont elle est investie pour la réalisation de ce but. Il faut de plus déterminer sa nature juridique, car cette connaissance nous fera mieux comprendre l'étendue de ses compétences.

Qu'est-ce donc que le pouvoir central dans une Confédération d'Etats ? Nous allons procéder dans la détermination de sa nature juridique par la méthode négative, c'est-à-dire que nous allons nous demander ce qu'elle n'est pas.

Première question : La Confédération est-elle un Etat ? La réponse ne fait pas de doute : elle n'est certainement pas un Etat. La démonstration de cette proposition suppose connu le critérium juridique de l'Etat, question extrêmement complexe et discutée. L'Etat possède-t-il une qualité telle qui puisse le différencier de toutes les autres collectivités qui lui ressemblent par de si nombreux côtés, commune, province autonome, collectivité membre d'un Etat fédéral, dominion britannique ?

Je n'ai pas l'intention d'exposer ici cette question *ex professo*. Une telle étude demanderait de trop longs développements. Jusqu'à une époque encore récente il était admis communément que la souveraineté constituait la caractéristique essentielle de l'Etat. Une collectivité qui n'avait pas de souveraineté ne pouvait être considérée comme un Etat. Tout Etat devait être souverain et il n'y avait que l'Etat qui possédait la souveraineté. Mais depuis le début de notre siècle, la notion de la souveraineté, entendue comme une qualité essentielle de l'Etat, a été de plus en plus critiquée. Les auteurs de toutes langues (Suguit, Politis et Scelle pour la France, Kelsen et son école pour l'Allemagne, Baker pour l'Angleterre) ont procédé à une révision profonde de cette notion, et presque tous ont abandonné la théorie de la souveraineté de l'Etat.

Mais il arrive que si l'on cesse de voir dans la souveraineté le critérium



distinctif de l'Etat, il devient difficile de le distinguer de toutes les autres collectivités de droit public telles que commune, province, etc. Cette distinction était très facile avant : seul l'Etat était souverain, c'est-à-dire seul il avait le droit de déterminer librement sa propre compétence et par là celle des collectivités qu'il enfermait en lui. Seul donc l'Etat était maître absolu de ses actes et gestes. Aujourd'hui, il n'en est plus de même : au-dessus de l'Etat, il y a le droit international qui limite l'activité de l'Etat. Ce dernier est actuellement membre de la communauté internationale, comme les communes sont membres de l'Etat. Je ne veux pas dire par là que leur situation est sensiblement la même. Nous verrons au contraire qu'elle est très différente. Mais cette différence n'est plus que de degré, elle n'est plus de nature, d'essence comme avant. L'Etat ne se différencie plus des autres collectivités publiques que par un plus grand volume des pouvoirs dont il est investi, par une plus grande quantité de compétences, par sa force plus importante. On ne peut donc trouver actuellement un critérium absolument certain de l'organisation étatique.

Si nous réfléchissons cependant à ce phénomène important qu'est l'Etat actuel, il n'est pas tout à fait impossible de lui trouver quelques caractères propres. Je ne veux pas faire de ces caractères un critère sûr de la collectivité étatique; un tel critère, je viens de le dire, n'existe pas. Mais on peut dire qu'en principe tout Etat possède les deux caractères suivants :

Il se présente d'abord comme une collectivité autonome; il a ce que Aristote appelle « l'autarchie », c'est-à-dire une organisation presque complète. Il a une constitution qu'il peut modifier librement; de plus, il a des organes législatifs, exécutifs et judiciaires; et enfin il détient la contrainte grâce à laquelle son pouvoir s'exerce en fait.

Il a, d'autre part, un autre caractère qui n'est pas moins important; c'est celui d'indépendance; il ne dépend d'aucun autre Etat; il ne dépend que du Droit international; il est directement subordonné au Droit international.

En résumé, l'autonomie et la dépendance immédiate du Droit international peuvent caractériser, d'une façon générale, l'Etat.

La Confédération caucasienne présente-t-elle ces deux caractères : l'autonomie et la dépendance directe du Droit international ?

Il est d'abord incontestable qu'elle relève directement du droit international. Il est vrai qu'elle est la création des Etat confédérés, mais il n'en est pas moins certain qu'elle est régie par les règles internationales, et non pas par les règles nationales d'un des Etats confédérés.

Mais possède-t-elle l'autonomie ? Evidemment non ! Elle n'est pas une organisation parfaite, elle n'est pas cette « autarchie » que ne possède que l'Etat. D'abord elle a une constitution — c'est le Pacte même. Le Pacte confédéral constitue la constitution de la Confédération. Mais peut-elle la modifier librement ? L'article 16 du Projet du Pacte ne laisse aucun doute sur ce point : toute modification du Pacte ne peut entrer en vigueur sans la ratification des législations des Etats Confédérés. Nous examinerons ce point ultérieurement. Constatons pour le moment que la révision de la Constitution ne dépend pas exclusivement du pouvoir central, mais aussi et surtout des Etats Confédérés. Voilà donc un élément important de l'autonomie qui manque à notre Confédération.

Possède-t-elle un organe législatif ? Oui, c'est la Diète confédérale, le Conseil des Etats de l'article 9 du Pacte. Mais le pouvoir législatif de la Confédération est considérablement affaibli du fait de la règle de l'humana-

nité qui est exigée pour les décisions du Conseil des Etats (article 11, § 4). De telle sorte que ce Conseil peut apparaître à première vue comme organe des Etats Confédérés plutôt que comme celui de la Confédération elle-même.

En ce qui concerne le pouvoir exécutif, la Confédération n'en a aucun. L'exécution des décisions du Conseil des Etats revient aux Etats Confédérés (article 14).

Le seul véritable organe de la Confédération, c'est la Cour fédérale et le Secrétariat permanent. Mais il y a là une ébauche d'organisation véritable. Il est donc évident que la Confédération n'a pas l'autonomie et, par conséquent, elle n'est pas un Etat.

Deuxième question : Si la Confédération n'est pas un Etat, qu'est-elle ? On a soutenu qu'elle n'était qu'un simple rapport de droit, un « *vinculum juris* » sans aucune personnalité. Dire que la Confédération n'est rien qu'un rapport de droit des Etats souverains, c'est tomber dans l'autre extrême. Il n'est pas douteux qu'elle possède la double personnalité, internationale et interne. Mais alors se pose la question : qu'est-ce que la personnalité morale ? Cette question est aussi complexe et importante que celle du critérium juridique de l'Etat. Il y a une personne juridique lorsqu'il existe un centre d'intérêts distincts, une volonté particulière capable de se manifester par des organes indépendants. Il faut qu'il y ait un ordre juridique distinct. Or il est incontestable que la Confédération du Pacte caucasien forme un ordre juridique distinct qui ne se confond pas avec les ordres de ses membres. D'abord cet ordre a un but propre : la garantie de l'indépendance de toute la Confédération. La preuve que c'est un but qui lui est propre c'est qu'il peut arriver qu'il s'opposât au but particulier d'un des Etats membres. Il a donc un intérêt général distinct et susceptible de s'opposer aux intérêts particuliers des Etats Confédérés.

D'autre part, il est non moins certain que la Confédération a ses organes propres : Conseil des Etats, Secrétariat permanent et Cour fédérale suprême. Ces organes manifesteront toujours la volonté de la Confédération, prise comme une unité distincte, et non pas celle d'un des Etats Confédérés. Personne n'aura l'idée de soutenir que les ambassadeurs nommés par le Conseil des Etats représentent les Etats particuliers et non pas la Confédération toute entière. Je ne conteste pas que cette organisation soit loin d'être parfaite; aussi la Confédération n'est-elle pas un Etat. Mais elle est suffisante pour affirmer la personnalité juridique de l'autorité fédérale.

On peut comparer à ce point de vue la Confédération caucasienne à la Société des Nations. Celle-ci est également composée des Etats membres souverains. De même encore, en principe, les décisions sont prises, tant au Conseil qu'à l'Assemblée de la S.D.N. à l'unanimité (art. 5, al. I, du Pacte de la S.D.N.). L'organisation de la S.D.N. est aussi imparfaite que celle de la Confédération caucasienne : on ne peut même pas dire que la S.D.N. possède un pouvoir législatif propre puisque ses décisions, même prises dans les limites de sa compétence, ne s'imposent pas obligatoirement aux Etats, mais doivent être ratifiées par ces derniers.

Au contraire, dans la Confédération caucasienne les décisions de la Confédération, prises sur des matières de la compétence de l'autorité fédérale, sont obligatoires pour les Etats Confédérés. Il y a là une supériorité très importante de la Confédération caucasienne sur la Société des Nations. Ici donc les décisions de l'autorité fédérale doivent être exécutées immédiatement par les Etats Confédérés, sans que ceux-ci puissent discuter la

valeur obligatoire de ces décisions. Il est vrai que s'ils la considèrent comme dépassant les limites constitutionnelles de la compétence de la Confédération ils peuvent en référer à la Cour fédérale suprême, qui seule a le droit de vérifier la constitutionnalité des décisions de l'autorité fédérale.

A un autre point de vue encore la Confédération caucasienne se rapproche de la S.D.N. : les deux organismes n'ont pas de pouvoir exécutif propre. L'exécution de leurs décisions dépend du bon plaisir des Etats membres. Ceux-ci apparaissent donc comme agents exécutifs de l'autorité centrale. C'est peut-être le point le plus faible tant du Pacte de la S.D.N. que de celui des Etats du Caucase. Il y a là une de ces faiblesses qui pourra être fatale à la Confédération, le jour où elle s'appliquera en fait.

En résumé, la Confédération caucasienne n'est pas un Etat : pour cela il lui manque une organisation complète au triple point de vue, législatif, exécutif et judiciaire. Mais si elle n'est pas un Etat, elle est cependant plus qu'un simple rapport de droit. Elle est une association internationale, dotée de la personnalité juridique, ayant des intérêts distincts et des organes indépendants capables de mettre en valeur ces intérêts. Comme telle elle constitue une première réalisation, il est vrai assez timide encore, de cette idée de l'unité caucasienne, qui, à notre avis, se réalisera un jour par la force même des choses.

M. M.

Revue de la Presse

Moscou et Ankara

Sous ce titre, *l'Echo de la Lutte*, organe des socialistes géorgiens édité à Paris, consacre un article aux rapports russo-turcs. Analyse claire et saisissante dont nous extrayons les passages essentiels que voici :

« La Russie des tsars était considérée non sans raison comme hostile à la Turquie. Cette hostilité ne pouvait se manifester ni se réaliser en fait tant que les frontières russes n'auraient pas été transportées aux confins de la Turquie. La Russie avait résolu ce problème en mettant la main sur la Géorgie. Notre pays toujours en butte aux assauts de la Perse et de la Turquie fut contraint de faire appel à la Russie afin de sauvegarder son existence physique. Ainsi prit fin l'Etat-tampon entre la Russie et la Turquie et un chemin s'ouvrait aux Russes vers le reste du Caucase et vers les Etats voisins. C'est là une leçon du passé incontestable franchement orientée contre les intérêts de la Turquie mais qui, en somme, n'est que le résultat de la politique turque dans notre pays.

Le tsarisme tomba. Le bolchevisme se dressa. Il y eut des révolutions nationales. La Géorgie et le Caucase formèrent des Etats indépendants. L'Etat-tampon s'érigea de nouveau entre la Russie et la Turquie. Tout cela semblait entrer dans les vues de la politique turque : l'ennemi historique s'éloignait et par conséquent la Turquie aurait dû soutenir ce processus de recul. En réalité c'est tout le contraire qui eut lieu. La Turquie s'empressa de prendre toutes les mesures susceptibles de ramener l'ennemi sur ses propres frontières et d'en faire son voisin immédiat. L'invasion de ses troupes en Arménie déter-

mina la soviétisation de ce pays. La soviétisation de l'Azerbaïdjan fut la conséquence de ses conseils et de son intervention. Lorsque ce même ennemi bolchevik se jeta sur la Géorgie, la Turquie l'assailit à son tour et il en résulta le partage de notre pays entre Moscou et Ankara (Traité de mars 1921).

Quelle est la cause de ce revirement dans l'opinion turque ?

Un journaliste turc, le député Younous Nadi, en donne dans ses mémoires l'explication suivante : « A notre avis, la Russie bolcheviste, héritière du tsarisme, cet ennemi historique de la Turquie, mais qui reconnaît la liberté des peuples, est considérée comme un voisin bon et plus acceptable. Les partisans de cet avis proclament la nécessité d'un rapprochement avec la Russie et cela, afin de donner une base solide à notre politique étrangère » (*Izvestia*, 25 avril 1932). Voilà donc la cause de ce revirement. Le retour de la Russie au Caucase et son rapprochement avec la Turquie sont la conséquence de cette manière de voir. La Russie a tiré de cette politique un gain considérable; elle a réoccupé les pays les plus riches et elle en a fait une base des plus solides de sa puissance. Quelques miettes tombées de cette table ont échu à Ankara. Il est difficile de préciser la valeur réelle de ces miettes. Il est possible que Moscou ait sauvé Ankara de l'invasion des Grecs, peut-être Ankara s'est-il sauvé lui-même et Moscou ne lui a apporté que quelques armes et des munitions. En tout cas, ce petit secours ne vaut pas un seul puits de pétrole de Bakou.

Simultanément deux processus opposés l'un à l'autre s'opéraient dans le domaine de politique étrangère : le Gouvernement bolcheviste s'efforçait de s'entourer de petits Etats limitrophes et de se préserver par ce moyen de voisinage et de l'agression d'une grande puissance. Si, de nos jours, Moscou a perdu sa tranquillité d'âme, s'il éprouve de l'inquiétude, c'est parce que, pour la première fois, une grande puissance, le Japon, lui est devenue limitrophe, et de ce fait toute sa politique relative au voisinage s'est effondrée. Par contre, la Turquie s'est employée de son mieux à faire limitrophe une grande puissance, son ennemie historique, et à se débarrasser de ses voisins petits et faibles. On a confondu le facteur passager, c'est-à-dire le régime, avec le facteur permanent : le pays. Le régime passe, le pays reste. Quel que soit le régime actuel en Russie, fût-il même entièrement turcophile, cela ne change en rien le fait que la Russie a des tendances historiques qui la poussent vers l'Orient. Ces dispositions ne manqueront pas, le moment venu, de se faire cruellement sentir. Les intérêts permanents du pays se heurtent aux intérêts passagers du régime et ceux-ci l'emportent sur ceux-là.

Le passé est un argument pour l'avenir. Ces louanges de la presse turque à l'adresse de l'œuvre des Soviets est une preuve de la ligne de conduite politique adoptée, ligne anti-caucasienne, mais russophile. Si cette politique s'est manifestée jusqu'à présent par des mesures administratives, comme, par exemple, par l'interdiction de la presse caucasienne en Turquie, mesure inouïe dans un Etat moderne, elle vient maintenant d'être transformée par l'opinion publique. Puisque la question est sortie du cabinet administratif pour devenir l'objet des discussions publiques, il est sans doute impossible qu'elle ne soit pas élargie et posée dans toute son ampleur. Ce qui est capital dans ce cas, c'est la disjonction du problème du pays d'avec celui du régime. Ainsi que la reconnaissance que le régime soviétique n'est qu'un épisode sur le chemin de la Russie, épisode qui sera suivi de bien d'autres. Si, pour la Turquie, l'Etat soviétique est un « bon voisin », quel sera donc le voisin futur qui succédera au pouvoir soviétique ? Chercher un bon voisin, c'est louable, ce n'est pas si facile de le dénicher. Si nous imaginons les intérêts du régime comme identiques à ceux du pays, où est la garantie qu'un Etat de proie ne soit pas considéré comme un « bon voisin » ? Il n'y a qu'une seule mesure, infaillible et objective, en ce qui concerne le voisinage dont aucune belle phrase ni aucun chiffon de papier ne saurait dissimuler l'importance.

A l'époque où nous sommes, époque de luttes et de rivalités internationales, le bon voisin est celui qui, matériellement, est hors d'état de vous

attaquer et de vous détruire. De nos jours, l'aveugle même voit le rôle des grandes puissances dans le monde; leur nombre peut être compté sur le bout des doigts mais ne sont-elles pas sur le point d'accaparer le monde ?

Le petit Etat présente par lui-même une garantie de paix et de bon voisinage, à condition qu'il soit libre et réellement indépendant. La question de bon voisinage se résoud naturellement sans difficulté pour quiconque ne cherche pas une réelle indépendance, et qui estime comme naturelle toute immixtion d'un Etat étranger dans ses affaires intérieures, qui accepte enfin d'établir une situation de vassalité. Pour lui tout est bon, pourvu qu'il garde l'apparence d'une liberté extérieure. Un petit Etat est dépouillé de la souveraineté effective s'il se trouve dans la dépendance d'une grande puissance à tel point qu'il perd toute liberté de mouvements. Si nous acceptons cette manière de voir, si la souveraineté nationale constitue l'objet de nos préoccupations, la question de « bon voisin » est un problème fondamental dont la solution doit être recherchée dans des conditions objectives et non point dans des rapports subjectifs.

Et voici maintenant la question que nous posons à la presse turque : qui succédera au bolchevisme dans le Caucase ? Les peuples du Caucase ou la Russie ? Lequel de ces deux sera indubitablement le meilleur voisin ? On ne saurait esquiver cette question par une controverse sur le rôle de l'Angleterre ou de la France au Caucase, comme tous les bolchevisants en ont pris l'habitude. La chute de notre pays a eu lieu lorsqu'il n'y avait pas un seul soldat d'une puissance européenne quelconque sur notre sol. Cela veut dire que, pour notre voisin du Nord, un petit Etat incontestablement souverain dans son voisinage n'était pas acceptable. De deux choses l'une : ou la Russie ou les peuples du Caucase; une troisième combinaison n'est pas possible, puisque toute autre combinaison se résoudrait au profit de la Russie.

Tout autre chemin, toute immixtion d'un tiers par une voie détournée, tout profit momentané tiré de la situation, tranche la question en faveur de la Russie. Il en a été ainsi dans le passé; il en sera de même dans l'avenir. La liberté du Caucase ne veut pas dire la liberté du Caucase seul. C'est aussi et en même temps la liberté de la Turquie. Peut-être nous faisons-nous quelque illusion, peut-être même que la question se pose d'une toute autre façon, radicalement renversée ?...

Espérons que la presse turque ne manquera pas de nous éclairer à ce sujet. »

*
* * *

Les alliés de Moscou

Sous ce titre, *l'Echo de la lutte*, journal des socialistes géorgiens édité à Paris, donne une caractéristique saisissante sur la situation actuelle de la Russie soviétique, faisant le procès de tous ceux qui soutiennent la tyrannie moscovite. Nous en extrayons le passage suivant :

« Tout d'abord, écrit le journal, c'est la bourgeoisie allemande qui la première a tendu la main à cette tyrannie déjà chancelante, puis sont venues l'Angleterre, l'Italie, l'Amérique, etc. La course qui s'est engagée entre ces pays afin de savoir lequel d'entre eux arriverait le premier à Moscou, est basée sur un calcul bien sain : le gain commercial, l'or sonnante et trébuchant. La bourgeoisie hait en paroles les bolcheviks, mais en fait elle les considère comme des acheteurs parmi les plus désirables et, quant au commerce avec eux, elle estime que c'est là une opération au bénéfice sûr et extrêmement avantageux. En effet les capitalistes sont plus gênés chez eux qu'au pays des Soviets qu'ils atteignent par l'entremise des bolcheviks. De là, ils reçoivent des marchandises à des prix défiant toute concurrence sur le marché mondial; par contre, ils leur vendent leurs produits à des

prix exorbitants, encore sont-ils de mauvaise qualité et ne trouvent point acheteurs chez eux.

« Moscou se vante beaucoup de ne pas être entraînée dans l'engrenage du marché mondial et de garder sa « vie économique indépendante ». Ce soi-disant « grand acte révolutionnaire » est devenu en réalité, une source d'horrible exploitation des peuples et d'enrichissement des capitalistes étrangers. Pour Moscou, sortir du marché mondial signifie s'engager contre lui dans une concurrence, déloyale, c'est-à-dire placer un travail national dans des conditions beaucoup plus défavorables, l'exploiter sans scrupule et fournir les produits ainsi reçus au prix de tant de souffrances aux acheteurs étrangers à vil prix. Malgré leur suprématie, la supériorité technique des capitalistes européens, leurs produits coûtent beaucoup plus cher que ceux fabriqués chez les socialistes moscovites, et cela parce que ils sont obligés de payer à leur ouvrier un salaire beaucoup plus élevé que n'en reçoit l'ouvrier russe; pour ce qui est de la matière première, ces mêmes capitalistes paient bien plus au paysan que ne reçoit le paysan russe; en un mot, le niveau culturel des peuples d'Europe et la lutte de la classe laborieuse contraignent la bourgeoisie à restreindre son appétit chez elle et à chercher une compensation à l'étranger. Et voilà qu'ils ont compris maintenant que le plus dupé est le pays des Soviets où tout est possible si l'on sait amarrer avec adresse. Le point d'amarrage est le Kremlin.

« Le Kremlin a d'autre part grand besoin de ce nouvel allié. Ruiné chez lui, toujours assis, comme sur un volcan que la colère des peuples active, la poche vide, la tête aussi, mais par contre fort bien armé et maître du pays, il saisit la main que lui tend la bourgeoisie. C'est la seule planche de salut qui le maintiendra au-dessus de l'abîme. Le *credo* de Staline : « périclisse le peuple pourvu que le pouvoir soit à lui », se réalise grâce à la bourgeoisie européenne et avec son aide. Pour ne citer que l'Allemagne, il y circule pour six milliards de traites soviétiques garanties par l'Etat; pour combien de milliards il en circule dans d'autres pays ? — le saura-t-on jamais ?...

« Ce procédé de tirer de l'argent de l'Europe en lui fournissant en retour et à bon marché les produits dont elle a besoin n'a pas été inventé par les bolcheviks. Ils ont emprunté cette « économie socialiste » à White et à Vichnegradski qui vendaient à l'Europe le sucre à moitié prix. Les bolcheviks ne firent qu'élargir ce système et lui subordonner tout le commerce étranger. Les travailleurs du manganèse et du naphthé crèvent de faim chez nous alors que le produit de leur travail se vend ici à un prix dérisoire. Les industriels américains du manganèse ont été réduits à arrêter l'exploitation de leurs mines et à jeter leurs ouvriers dans la rue. Ainsi l'activité commerciale des dictateurs de Moscou et des capitalistes européens est basée sur l'exploitation barbare des ouvriers et des paysans, sur leur esclavage et la perte de toute aptitude de lutte. Nulle part dans le monde, excepté dit-on en Ethiopie, on ne trouve un peuple aussi ligoté, aussi enchaîné, aussi privé de liberté et ainsi transformé en sorte de vache laitière, que dans les pays soumis aux Soviets. Il suffirait de rendre la liberté à ces peuples, de leur donner toute possibilité de travail et de lutte pour qu'ils se redressent, pour qu'ils exigent le juste paiement de leur labeur, pour qu'ils renversent le système économique des Soviets et rentrent dans la sphère de travail et de culture du monde. L'amélioration de la situation des travailleurs et le progrès culturel signifient l'abolition de la dictature soviétique et l'établissement d'un nouveau régime. Le bolchevisme et le progrès sont incompatibles.

« Comme on le voit, c'est la bourgeoisie européenne qui soutient et fait vivre le Kremlin grâce à son argent, à ses produits, à ses conseils. Quant aux autres, à ceux qui apportent leur secours, ils sont en réalité tous secourables; leur verbiage, leur presse, leur agitation, etc., coûtent assez cher à Moscou. En Europe, tous ces politiciens désœuvrés qui sont dégoûtés de vivre de leur travail, se transforment comme par enchantement en panégyristes les plus dévoués des Soviets. Et Moscou se trouve dans l'obligation de partager avec eux les devises qui lui arrivent de la bourgeoisie, et de distribuer des subventions à ces claqueurs,

Ceux-ci se chauffent les mains au feu qui brûle chez nous. Ces Barbusse, ces Gorki, ces Rolland et tant d'autres, tous en quête de la gloire et du vil métal, cet argent tiré des larmes et du sang de nos peuples, organisent des congrès, des réunions, éditent des feuilles et des journaux remplis de louanges à la gloire de Moscou.

« Ce sont là des pensionnaires de la trésorerie de Moscou, des pensionnaires à la charge de Moscou, sa garde en quelque sorte, fort bien rétribuée. Leur secours est insignifiant, sans importance même, qu'importe ! Les principaux alliés sont ceux qui versent à Moscou du précieux métal qui lui créent la possibilité matérielle de régner et de piller le peuple, de vivre et de faire vivre ses panégyristes salariés, ceux par conséquent qui sont de vrais soutiens, des protecteurs. Sans cette aide de la part de la bourgeoisie européenne, le bolchevisme n'eut pas duré si longtemps au Kremlin. De là ce pacifisme exagéré de Moscou, de là ces voyages ininterrompus de Litvinov à Genève, ces assurances sans fin en faveur de politique de paix contrairement à la doctrine belliqueuse et militaire de son parti, tout cela afin de gagner la sympathie des gouvernements européens et de consolider l'alliance de la bourgeoisie et des Soviets. Une main lave l'autre, dit un proverbe : les communistes lavent celle des capitalistes ; les capitalistes lavent celle des communistes... aux frais des peuples de la Sovdépïe bien entendu.

« A peine la situation des communistes a-t-elle été ébranlée par la crise mondiale, le crédit en Europe diminué, que Moscou se trouva aux prises avec toutes sortes de difficultés, qu'il fut impossible de trouver les fonds nécessaires, ce qui, accentuant la crise économique des Soviets, accula ces derniers au bord de l'abîme. C'est ainsi que capitalisme et bolchevisme sont étroitement liés, qu'ils se nourrissent l'un l'autre. Cette chaîne doit être un jour brisée par les opprimés de là-bas, dans la satrapie de Moscou ; elle doit l'être ici aussi, dans le royaume de la bourgeoisie. Bolchevisme et capitalisme sont les deux chaînons d'un seul et même phénomène de souffrances, d'exploitation et d'oppression. »

*
* *

L'influence russe

M. Louis Bertrand, de l'Académie française, donne, dans le *Figaro*, une caractéristique des plus intéressantes de l'influence néfaste qu'exerce la littérature russe sur la littérature française. Lisez plutôt :

« Que connaissons-nous donc en France de la littérature russe ? se demande l'éminent auteur. Nous connaissons peut-être de nom un Pouchkine, un Lermontof, un Nicolas Gogol. Nous avons lu peut-être un roman ou deux de Tourguéneff. Nous sommes plus familiers avec Tolstoï et Dostoïevsky. Nous n'ignorons pas Gorki, ni Tchekov. Mais, en somme, les deux seuls écrivains russes qui aient réellement agi sur nous, c'est Tolstoï et Dostoïevsky. L'influence du premier est à peu près nulle en ce moment. Ce que nous avons retenu de lui, c'est la religion de la pitié et la non-résistance au mal, c'est-à-dire une sentimentalité analogue à celle de nos romantiques, mais exagérée jusqu'à la démence et jusqu'à la négation de toute règle morale. En revanche, l'influence de Dostoïevsky a été beaucoup plus profonde, surtout sur notre jeune littérature d'après guerre, et elle continue à exercer. En somme, pour nous, Dostoïevsky est toute la littérature russe... »

« Ce que nous y avons vu, c'est d'abord l'amour du mal pour le mal, l'emprise démoniaque qui, transposée chez nous par des imitateurs maladroits ou sans sincérité, a fini par donner un satanisme de concierge et de boîte d'allumettes. Puis, le déséquilibre mental, voire l'imbécilité, le fou, l'idiot et le pochard mis sur le pavois ; la lubricité et la dévotion fleurissant sur la même tige, le péché glorifié... Rappelez-vous, dans *Les frères Karamazow*, cette scène invraisem-

blable où un vieux moine déjà en odeur de sainteté se précipite aux genoux d'un affreux gredin comme devant un futur saint, et cela sous prétexte que si Dieu l'a plongé dans une telle sentine d'ignominie, c'est qu'il se réserve de faire éclater davantage en lui l'immensité de sa miséricorde. La déviation sophistique de l'idée chrétienne atteint, ici, à la caricature.

« Et puis tous les vieux monstres de l'âme humaine que des siècles de civilisation avaient réussi à mettre en cage et que la barbarie se plaît à lâcher en toute liberté : la cruauté, la férocité, le sadisme. Au nom de la moralité, je ne prétends nullement interdire ces vices à la description littéraire. Tout a droit de cité dans l'art. Mais je m'insurge quand on me les décrit comme la caractéristique de l'humanité moyenne et normale et quand on me les présente auréolés.

« De cet engouement exclusif pour l'exceptionnel, pour tout ce qu'il y a de souterrain, de bas, de rampant dans les régions les plus obscures de l'âme, il est résulté un véritable poncif de l'ignoble et du monstrueux. Avec de telles lunettes sur les yeux, on ne peut plus voir la réalité vraie. Il est arrivé, chez nous, pendant ces dernières années, sous l'influence de Dostoïevsky, ce qui arriva déjà, à l'époque romantique, sous l'influence de Shakespeare. Au lieu de nous donner des âmes françaises, on nous fabriquait des âmes shakespeariennes. Une psychologie conventionnelle s'imposait à nos dramaturges comme à nos romanciers, à commencer par Victor Hugo.

« De même, aujourd'hui, nous avons peine à reconnaître nos compatriotes et nos contemporains dans les héros de tels romans en vogue. Ce ne sont plus des Français, ni même des êtres vivants, ce sont des mannequins affublés des oripeaux de Dostoïevsky...

« ...C'est en cela que l'influence russe, — réduite à peu près au seul Dostoïevsky, — me paraît avoir été déplorable. Ce que je lui reproche surtout, c'est d'avoir frayé les voies au bolchevisme, d'y avoir préparé des esprits faibles ou pervers. Qu'il ne l'ait pas voulu, que ses idées soient tout ce qu'il y a de plus contraire à l'idéologie bolcheviste, je veux le croire. Mais son immoralisme latent rejoint l'amoralisme public du bolchevisme. Sa haine de l'esprit et de la civilisation latine excuse d'avance toutes les régressions et tous les asservissements. »

CHRONIQUE

UKRAINE

La crise de la collectivisation et la famine en Ukraine

D'après les nouvelles reçues de toutes les provinces de l'Ukraine, l'état du ravitaillement du pays est très précaire.

Déjà, au printemps dernier, des centaines de milliers de paysans quittaient la campagne et même l'Ukraine en quête de pain, mais la situation ne s'est pas améliorée avec la nouvelle récolte en automne et nombreux sont les indices alarmants indiquant que les riches contrées de l'Ukraine sont à la veille d'une véritable famine.

La superficie des terresensemencées en automne 1931 ne représentait que 50-60 % des terres cultivées en 1930. La situation devint pire au printemps de 1932, car on ne laboura que 30 % des terresensemencées au printemps précédent.

D'autre part, la récolte n'est que très médiocre, car le système de la collectivisation et la négligence des paysans ont entraîné un certain retard des semailles.

Les paysans soumis dans les kolkhoz au régime collectiviste voyant le produit de leur labeur systématiquement réquisitionné par les autorités, n'ayant même plus la quantité nécessaire pour subvenir à leurs propres besoins, ont perdu toute la bonne volonté pour accomplir leur tâche.

Malgré le régime dictatorial, les paysans de certaines régions (celles de Kiev et de Podolie) ont commencé à désertir en masse les kolkhoz en emportant avec eux ce qu'ils considéraient comme leur bien et en détériorant et négligeant le cheptel des collectivités.

Ainsi dans certains kolkhoz un tiers des travailleurs les a abandonnés. Quant à l'administration des kolkhoz qui est nommée par les autorités soviétiques, elle reste souvent absolument indifférente à cet état de choses.

D'une part, les dirigeants bolcheviks s'efforcent de sauvegarder l'existence des kolkhoz; ainsi, d'après le décret du 9 août dernier, toute personne ayant porté atteinte aux biens des collectivités est condamnée à la peine capitale.

En même temps, d'après un nouveau décret du 5 septembre, une Commission spéciale est nommée ayant pour but de veiller à ce que les paysans restés jusqu'à présent « libres » ne soient pas soumis au régime de la collectivisation forcée.

Quoique les bienfaits de cette soi-disant « liberté » soient bien douteux, les paysans jouissant encore de la propriété individuelle n'ont aucune raison d'améliorer la culture de leurs terres, tout superflu du rendement étant immédiatement confisqué par les autorités.

*
**

Le travail forcé en U.R.S.S.

M. Alexandre Choulguine, représentant de la République Démocratique Ukrainienne et Président de l'Association Ukrainienne pour la S.D.N., a présenté un mémoire à toutes les délégations sur le travail forcé en U.R.S.S. Ce mémoire se base sur la législation et sur les règlements officiels en U.R.S.S. ainsi que sur les témoignages recueillis parmi les évadés des bagnes soviétiques. Dans la lettre qui l'accompagne, M. Choulguine écrit notamment :

« Depuis 1921, époque à laquelle l'Ukraine fut occupée par les troupes de la Russie soviétique, le Gouvernement légal d'Ukraine ne cesse de protester devant le monde civilisé contre cette occupation et le régime intolérable imposé au pays. Le travail forcé est un des éléments de ce régime particulièrement pénible pour la population ukrainienne.

« La Société des Nations ayant pris des mesures contre l'esclavage dans un pays comme le Libéria, il nous semble d'autant plus indiqué de soulever le même problème en ce qui concerne l'U.R.S.S. où un régime au moins équivalent à l'esclavage est imposé à des millions d'hommes appartenant à différentes nations. »

Le mémoire a suscité de vifs commentaires parmi les délégations, d'autant plus qu'au cours de cette Assemblée, la sixième Commission politique a été saisie de la question du travail forcé en Libéria.

L'intérêt suscité par ledit mémoire a eu une répercussion dans la presse. Ainsi le *Journal de Genève* écrit :

« Dans ce pays où la main-d'œuvre est surabondante, l'Etat est obligé, pour se procurer des ouvriers, de recourir au travail forcé. Le délégué du gouvernement national de l'Ukraine a adressé à ce sujet à la Société des Nations un mémoire dont la Commission qui s'occupe de l'esclavage pourrait utilement prendre connaissance. Elle y verrait que la loi pénale est devenue, dans beaucoup de cas, un moyen de recruter les travailleurs dont on a besoin, exactement ce contre quoi le monde civilisé s'indigne lorsque cela se passe aux colonies. »

*
* *

La Ligue des Peuples opprimés en U.R.S.S. et la Société des Nations

Genève (B.P.U.). La Ligue des Peuples opprimés par Moscou unie sous le nom de « Prométhée » a adressé, par l'intermédiaire de son Président, le Professeur R. Smal-Stocki (Ukraine), un télégramme à Mr. Hugues, délégué de l'Australie, en le félicitant pour son discours à la treizième Assemblée de la Société des Nations où il signalait le danger bolchevik et où il révélait le but véritable des maîtres de Moscou. La même Ligue a envoyé des télégrammes au Président de l'Assemblée, M. Politis, et à quelques autres personnalités de la Société des Nations en attirant leur attention sur la lutte des peuples pour la liberté, notamment de l'Ukraine, du Caucase, du Don-Kouban, de la Carélie et autres peuples opprimés.

*
* *

Les réfugiés ukrainiens et la Société des Nations.

Genève (B.P.U.). A la sixième Commission de la treizième Assemblée, au moment de la discussion du rapport sur l'activité de l'Office International Nansen, M. Szumliakowski, délégué de la Pologne, a fait une déclaration dans laquelle il signala que l'Office Nansen, ayant distribué au cours de la dernière année, 350.000 fr. suisses parmi les réfugiés, n'a attribué que 3 % de cette somme aux organisations ukrainiennes. Le délégué polonais considère que les subsides de l'Office devraient être distribués d'une façon plus juste et impartiale. Le rapporteur, lors Robert Cecil, a proposé de joindre cette déclaration au procès-verbal de la Commission et d'attirer ainsi sur elle l'attention de l'Office. Cette proposition a été adoptée par la Commission.

En même temps, Mlle Văcăresco remercia l'Office pour l'aide, quoique insuffisante, accordée aux réfugiés ukrainiens ayant récemment traversé le Dniester. La déléguée roumaine déclara que son Gouvernement est prêt à mettre à leur disposition les fermes vacantes.

*
* *

ERRATA

Dans notre dernier numéro (71), paru au mois d'octobre, à la dernière page dans la chronique sur la vie des Ukrainiens en Extrême-Orient sous les bolcheviks, le nombre des habitants ukrainiens est évalué à 40.000. Or, ce chiffre est en réalité de 400.000, et non de 40.000.

CAUCASE DU NORD

La *Sévéro-Kavkazskaïa Gazeta* informe que, durant ces sept derniers mois, l'on a enregistré 500 avaries graves aux établissements pétrolifères de Grozny. Ces avaries ont occasionné une grande quantité d'arrêts dans la production et des pertes considérables. Un pourcentage relativement insignifiant d'avaries est attribué à l'usure des instruments et à l'état de vétusté des installations; bien plus élevées sont les avaries dues à la baisse de la discipline du travail et à la grande fatigue des ouvriers. Ce même journal annonce que le kolkhoz « Krasny Molot » dans l'aoul de Guekhi s'est définitivement effondré. La cause en serait à ce que les dirigeants du parti local auraient fusionné avec des éléments de

classe étrangers et antisoviétiques, si bien que des 200 exploitations faisant partie du dit kolkhoz, 34 seulement sont restées attachées au kolkhoz.. A la pression faite par la population locale sont venus se joindre le secrétaire du parti de la collective, Younous Ismaïl, et le vice-président du kolkhoz Toutaev. Déjà cette année, le kolkhoz avait refusé de livrer quoi que ce fût à l'Etat, motivant ce refus par la perte de la récolte. Cependant une commission envoyée sur les lieux révéla les faits dont il vient d'être parlé.

*
**

De Kars, on nous informe que vers la fin du mois d'août des troubles graves ont eu lieu au Daghestan et en Tchetchnie. La ville de Makhatch-Kala (Petrovsk) a été occupée quatre jours durant par les insurgés. La ligne de chemin de fer Vladicaucase-Derbent dut interrompre tout trafic. Les autorités locales furent obligées de demander des renforts en toute hâte d'Astrakhan. La circulation semblait être rétablie lorsque dans la nuit du 28 août, les insurgés coupèrent la ligne dans le voisinage de la station Elkhotoovo et de Derbent, et organisèrent l'attaque d'un convoi.

Dans le même temps, des incendies étaient allumées sur le territoire de la Tchetchnie; en cinq jours, l'incendie détruisit 14 kolkhoz, 6 coopératives furent saccagées et 3 présidents de soviets ruraux furent blessés. Les autorités soviétiques estiment que le nombre d'insurgés qui constituent les différents détachements opérant au Caucase s'élève à 24.000.

*
**

La *Groznenskaïa Gazeta* se plaint de ce que jusqu'à présent il n'a pas été possible d'organiser des cours pour les illettrés dans nombre de rayons de Tchetchnie. La cause en serait à l'absence de manuels abécédaires, de cahiers, de crayons. Les cours du soir ne peuvent avoir lieu en raison du manque de pétrole. Au cours d'une réunion organisée dans le village de Chatoï, il fut décidé d'envoyer une résolution aux autorités de la province protestant contre l'absence d'organisation de l'enseignement, l'absence des marchandises les plus indispensables dans les coopérations locales, autant de lacunes qui ne cadrent point avec les « succès du plan quinquennal » dont parlent tant les représentants du pouvoir.

*
**

L'on signale que le programme de stockage du bétail dans le Nord-Caucase n'a été réalisé au cours de ces derniers neuf mois et jusqu'au 1^{er} septembre que dans les proportions de 32 %. Sommées d'en expliquer les causes, les autorités locales répondent que les éléments koulaks et antisoviétiques ont à ce point indisposé la population en l'incitant à refuser d'exécuter les ordres donnés qu'il sera difficile de réaliser le plan de stockage du bétail dans les deux mois qui restent, ne serait-ce que dans les proportions de 50 %. Des agitateurs et des brigades de choc sont envoyés sur les lieux, notamment en Tchetchnie, le secrétaire, M. Makharadze, a déclaré que le travail des fonctionnaires soviétiques et des gens du parti s'effectue dans des conditions difficiles, dans une atmosphère

de lutte de classe. Il a demandé de poursuivre une lutte sans merci contre les éléments koulaks et antisoviétiques.

*
* *

De nouvelles manifestations antisoviétiques en Tchetchnie inquiètent fortement les autorités régionales. Dans le village d'Avtouri, les éléments antisoviétiques ont empoisonné au cours d'un entretien le président du Soviet, Aliev, le président du kolkhoz Gakaev et le communiste militant Vaganov. Dans le village de Chali, le secrétaire de la cellule communiste, Younous Oussam, a été tué; dans le village d'Avtouri déjà cité, le secrétaire de la cellule locale du parti, Abdul Richid Taïounov, a été tué. Dans l'aoul Atagui, les Tchetchènes Idrissov et Batoukaev firent irruption, un poignard à la main, dans la salle d'une réunion où l'on discutait l'opportunité d'attirer les mineurs à des cours du parti communiste, et exigèrent de clore la discussion. Les organisateurs de la réunion ayant refusé d'obéir, il s'ensuivit une mêlée au cours de laquelle furent gravement blessés les communistes Lalou Isaev, Baoudine Batirov et Amoudine Isaev. Les femmes Solodovkine et Saralieva, représentantes des organisations féminines du parti, furent violemment frappées. Parmi les personnes arrêtées par le Guépéou, quelques-unes sont menacées de la peine de mort.

AZERBAÏDJAN

On mande de Stamboul que le Président du Conseil des Commissaires du peuple, Bouniat Zadé, a été, par ordre de Staline, relevé de ses fonctions et remplacé par Tchékiste Mir Djafa. Malgré que Ministre du parti communiste, Bouniat Zadé jouissait d'une certaine influence parmi la population, c'est pourquoi sa disgrâce est considérée comme le commencement de nouvelles représailles en Azerbaïdjan. (*Istiklal* N° 17.)

*
* *

Un groupe de paysans au nombre de 120 personnes a tenté de franchir la frontière turque. Dans le combat engagé avec les soldats rouges, une partie a été blessée et une autre partie a rebroussé chemin. Dix-sept personnes seulement arrivèrent à franchir la rivière de Arpa-Tchaï et à pénétrer en territoire turc. Les autorités turques les ont réparties dans les différentes parties de la Turquie. (*Istiklal* N° 17.)

*
* *

Le plan quinquennal pour le mois de septembre, en ce qui concerne l'extraction du pétrole, n'a été réalisé dans la région de Bakou que pour 65 % du chiffre prévu. Le journal *Istiklal* en communiquant cette nouvelle l'attribue au sabotage des ouvriers azerbaïdjanais qui abandonnèrent en masse les travaux. (*Istiklal*.)

*
* *

Les autorités bolchevistes ont transporté de force en Azerbaïdjan mille familles indigènes du Turquestan en vue de développer la culture du coton dans le steppe de Mougan; la plupart de ces immigrés ont déserté les endroits qui leur étaient assignés par suite du manque de nourriture et de la situation insalubre dans laquelle ils se trouvaient.

*
* *

Les limites de la patience, même dans les conditions de la réalité soviétique, poussent parfois les travailleurs soviétiques eux-mêmes à faire des aveux qui en disent long pour nous. C'est ainsi que dans le journal *Vlast Trouda* de Vladicaucase, certain Brianski, décrivant les pénibles conditions dans lesquelles vivent les ouvriers montagnards dans les différents établissements, fait l'aveu suivant : « Nous calculons souvent par de grands chiffres, par centaines de mille, par millions d'ouvriers et ces chiffres joints aux multiples résolutions cachent aux organes soviétiques et du parti aussi bien qu'à ceux des syndicats la véritable physionomie du travailleur, ses besoins et ses peines. »

*
* *

La presse soviétique jette un cri d'alarme en songeant à la non-préparation des transports pour la campagne d'automne et d'hiver. A l'état catastrophique des transports, il faut ajouter celui des bêtes de trait. Au Caucase, la disparition des chevaux de trait a pris des proportions inquiétantes. La morve et autres épidémies font des ravages considérables, et les vétérinaires sont impuissants pour enrayer le mal. Dans les rayons moins atteints par les épidémies, les chevaux périssent d'inanition.

Comme d'habitude, les bolcheviks croient découvrir la cause de cette disparition de chevaux dans les « machinations de l'ennemi de classe ».

*
* *

GEORGIE

L'inauguration du tombeau de K. Tcholokachvili

Le 16 octobre dernier a eu lieu, au cimetière de Saint-Ouen, la cérémonie d'inauguration du tombeau du colonel Kakoutsa Tcholokachvili, ce héros national géorgien, mort à Paris il y a deux ans. La stèle représente une colonne brisée avec cette inscription en géorgien : « *Ta vie s'est brisée... que ton œuvre continue...* » Sur l'autre côté du marbre est gravé : « *Kakoutsa Tcholokachvili, 1888-1930* ». La tombe était abondamment ornée de fleurs et de couronnes. Toute la colonie géorgienne avec M. Tchenkeli, Ministre de Géorgie, en tête, était là pour rendre hommage à la mémoire du héros. Après une cérémonie religieuse, le chœur chanta le *Dideba*, hymne national, et M. Yourouli, ancien Ministre, Président de

L'Association Géorgienne en France, prononça une émouvante allocution au cours de laquelle il évoqua le souvenir de l'héroïsme du colonel Tcholakachvili.

« Dors en paix ! s'écriait-il. Les droits de notre peuple sont scellés de ton sang, nous ne permettrons à personne d'essayer de les compromettre. Nous restons toujours les fils dévoués de cette chère Géorgie à laquelle tu as donné ta vie. Dors en paix ! tes frères veillent sur ta glorieuse mémoire. »

Bibliographie

Yusuke Tsurumi. — Le conflit sino-japonais

« Nous ne demandons à nos lecteurs qu'une faveur : c'est de nous lire d'un esprit libre, sans préjugé », dit M. Tsurumi dans la préface de sa claire et substantielle étude du problème qui se pose actuellement devant l'opinion publique mondiale. L'étude se divise en trois parties :

1° Le Japon et la Société des Nations;

2° La question de Mandchourie; et

3° Le boycottage anti-japonais en Chine,

dont l'ensemble forme un tableau saisissant de la situation générale en Extrême-Orient. L'auteur ne plaide pas exclusivement les intérêts du Japon; il se place à un point de vue plus élevé. « La paix, dit-il, ne saurait être rendue réelle sans la justice, c'est-à-dire sans le respect du droit inné de vivre, de chaque personne appartenant à n'importe quelle nation et à n'importe quelle race. »

Il va de soi qu'avec cette conception de droit, la Mandchourie ne pouvait être effacée ni oubliée. « Jamais le Japon ne l'a prise à la Chine; au contraire, il l'a reprise à la Russie et l'a rendue à la Chine. » Finalement, un mouvement national s'étant déclenché en Mandchourie, le Japon s'empressa de reconnaître officiellement le nouvel Etat Mandchou. L'importance de cet acte saute aux yeux : il barre la route à l'agression de la Russie soviétique et tire un grand et riche pays du chaos où il allait sombrer.

L'étude de M. Tsurumi est pleine d'un palpitant intérêt. On la lira avec plaisir.
G.

E5114F
1932